



SEPTEMBRE
2024



La renaissance du Parti républicain du peuple (CHP) Phœnix ou chimère ?

Aurélien DENIZEAU

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0907-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : Ankara Turquie, 20.05.2023 – Bâtiment du siège du CHP
© Birol Dincer/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Aurélien Denizeau, « La renaissance du Parti républicain du peuple (CHP).
Phœnix ou chimère ? », *Études de l’Ifri*, Ifri, septembre 2024.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Aurélien Denizeau est chercheur associé au programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifri. Ses recherches portent sur la vision stratégique de la Turquie et les évolutions de sa politique étrangère.

Diplômé de Sciences Po Paris en histoire et docteur de l'Inalco en sciences politiques et relations internationales, Aurélien Denizeau est l'auteur d'une thèse consacrée à la vision stratégique et diplomatique de l'islam politique turc. Son champ d'étude comprend la géopolitique de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient, les dynamiques internes à la Turquie, et leur impact sur la politique étrangère du pays. Il s'intéresse également à la question des diasporas turques en Europe et aux relations turco-européennes.

Turcophone, il a effectué de nombreuses enquêtes de terrain en Turquie et a notamment travaillé, en collaboration avec l'Ifri, sur le parti pro-kurde HDP, sur les médias turcs, sur les influences stratégiques auxquelles est soumis le président Erdoğan, et sur les grandes coalitions électorales qui structurent la politique du pays.

Résumé

Sa victoire aux élections municipales turques de mars 2024 a confirmé le Parti républicain du peuple [CHP – Cumhuriyet Halk Partisi] dans son rôle de premier parti d'opposition face au Parti de la justice et du développement [AKP – Adalet ve Kalkınma Partisi], le mouvement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002.

Apparu en même temps que la République en 1923, le CHP a d'abord été un parti unique, porteur et défenseur du nationalisme modernisateur et laïc de Mustafa Kemal. Avec le passage au multipartisme, il a teinté son programme de social-démocratie. Puis, face à l'autoritarisme croissant de Recep Tayyip Erdoğan, il s'est voulu davantage libéral. Cette longue évolution explique son identité complexe et la diversité des courants en son sein.

À partir des années 2010, sa stratégie d'alliance et de reconquête de l'électorat lui a permis de s'imposer comme l'incontournable leader de l'opposition. La sécularisation croissante de la jeunesse turque, la conquête des grandes villes du pays et sa capacité à s'adresser à la société civile ainsi qu'à nouer des partenariats internationaux sont autant d'atouts dont le CHP pourrait tirer profit lors des prochaines élections.

Il lui faudra toutefois surmonter plusieurs défis : retrouver une cohérence à la fois dans son programme et dans le choix de ses alliances, trouver un mode de fonctionnement moins vertical et se rassembler autour d'un candidat à même de le mener à la victoire.

Executive summary

Its victory in the Turkish municipal elections of March 2024 confirmed the role of the Republican People's Party [CHP – Cumhuriyet Halk Partisi] as the leading opposition party to the Justice and Development Party [AKP – Adalet ve Kalkınma Partisi], the Islamo-conservative movement in power since 2002.

The CHP, which emerged at the same time as the Republic in 1923, was initially the regime's single party, the bearer and defender of Mustafa Kemal's modernizing, secular nationalism. With the transition to a multi-party system, its program became more social-democratic. Then, faced with Recep Tayyip Erdoğan's growing authoritarianism, it became more liberal. This long evolution explains its complex identity and the diversity of currents within it.

From the 2010s onwards, its strategy of forging alliances and winning back the electorate has enabled it to establish itself as the undisputed leader of the opposition. The growing secularisation of Türkiye's youth, the CHP's conquest of the country's major cities, and its ability to reach out to civil society and forge international partnerships are all assets that the party could capitalize on in the forthcoming elections.

However, it will have to overcome a number of challenges: find consistency in both its program and in its choice of alliances, find a less vertical way of operating, and rally around a candidate capable of leading it to victory.

Sommaire

INTRODUCTION	6
UN PARTI AUX HÉRITAGES MULTIPLES	8
Le kémalisme, héritage revendiqué mais partagé par une bonne partie du spectre politique turc.....	8
La tentation sociale-démocrate et son héritage	12
La naissance d'une culture plus libérale face à l'AKP	13
Une identité toujours plurielle.....	17
VERS UNE FORME DE RENAISSANCE	20
Saisir les nouvelles formes de contestation	20
Une stratégie d'alliance	21
Le succès dans les urnes.....	23
ATOUTS ET POTENTIELS DU CHP DANS LA TURQUIE DE L'AKP	25
Au diapason d'une évolution générationnelle.....	25
Une prise en compte progressive de la société civile	27
La gestion des grandes villes	30
La tentation de nouer des partenariats internationaux	32
DES DÉFIS TOUJOURS NOMBREUX.....	35
Une difficile sortie du flou idéologique	35
Le dilemme récurrent des alliances	38
Un modèle de fonctionnement à repenser	40
CONCLUSION : VERS QUEL FUTUR, AVEC QUELLE ÉQUIPE ET QUEL CANDIDAT ?	42

Introduction

Le 31 mars 2024, le plus grand parti d'opposition turque, le Parti républicain du peuple [CHP – Cumhuriyet Halk Partisi], a infligé aux élections municipales un revers d'une ampleur inégalée au Parti de la justice et du développement [AKP – Adalet ve Kalkınma Partisi], au pouvoir depuis 2002. Il a non seulement renforcé son assise sur les grandes villes du pays (Istanbul, Ankara, Izmir dans une moindre mesure), mais s'est aussi emparé de dizaines de nouvelles municipalités¹ et, surtout, s'est imposé pour la première fois depuis 1973 comme le premier parti du pays en score électoral (37,8 % des voix, contre 35,5 % pour l'AKP).

Le CHP, qui revendique une vision politique kémaliste – c'est-à-dire inspirée des grands principes mis en avant par le fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk –, renforce ainsi son image de principale alternative à l'AKP et à Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre de 2003 à 2014 et président de la République depuis. Si cette victoire peut surprendre, c'est parce qu'elle survient moins d'un an après l'échec plutôt sévère que le CHP avait connu aux élections générales du printemps 2023². Alors qu'il s'y présentait à la tête d'une large coalition d'opposition, il n'avait en effet pas pu obtenir de majorité parlementaire ; par ailleurs, son leader Kemal Kılıçdaroğlu, candidat à l'élection présidentielle, avait été largement distancé par Recep Tayyip Erdoğan dès le premier tour et battu au second (47,8 % des voix, contre 52,2 % pour le président sortant).

Ce n'est pas là le moindre sujet d'étonnement lié au CHP. L'intérêt des observateurs pour le premier parti d'opposition de la Turquie, relégué depuis plus de vingt ans dans l'ombre d'un AKP triomphant, se réveille à mesure que l'on découvre ses paradoxes, ses contradictions, la complexité de son histoire et de sa vision politique.

La première énigme posée concerne certainement l'idéologie dont se réclame le CHP. « Social-démocrate³ », « laïc et nationaliste⁴ », « de centre-gauche⁵ », la presse et les débats publics européens sont riches en

1. Le CHP a conquis ou conservé au total 420 municipalités ; à titre comparatif, il en avait remporté 263 en 2019.

2. Le 14 mai 2023 ont eu lieu les élections législatives et le premier tour de l'élection présidentielle ; le second tour de cette dernière s'est tenu le 28 mai.

3. « Élections en Turquie : Erdogan concède une victoire historique de l'opposition aux municipales », *La Croix*, 31 mars 2024.

4. R. Boukandoura, « Turquie. Qui est Özgür Özel, nouvelle tête pour l'opposition à Erdogan ? », *Ouest-France*, 6 novembre 2023.

5. A. Mourenza, « Erdogan trata de aprovecharse de la división de la oposición en las elecciones municipales de Turquía » [Erdogan a signé un accord d'approbation de la division de l'opposition lors des élections municipales de Turquie], *El País*, 29 mars 2024.

qualificatifs, parfois contradictoires, à son sujet. Membre de l'Internationale socialiste, il peut tenir un discours très dur contre l'immigration. Nationaliste et centralisateur, il veut aussi s'adresser aux minorités, notamment aux Kurdes, importante minorité ethnolinguistique dont l'identité spécifique est généralement niée ou minimisée par le récit national turc. Il y a de quoi dérouter les analystes. La même apparente confusion s'observe lors de ses stratégies d'alliance : le CHP travaille avec des islamistes, des nationalistes, voire des mouvements pro-Kurdes ; il défend cette grande coalition des oppositions, mais il y impose ses volontés sans faire de grande concession à ses partenaires. Et malgré ces contradictions – ou peut-être grâce à elles –, il reste le seul parti capable de sérieusement concurrencer l'AKP dans les urnes. Dans le fond, la nature même du CHP demeure obscure. Comment définir ce parti, avec ses références idéologiques parfois datées ? Est-il voué à simplement recueillir les mécontentements ou propose-t-il un projet alternatif ? À quoi tient donc la succession d'échecs parfois cinglants (2011, 2023...) et de victoires à l'ampleur inattendue (2019, 2024) qu'il aligne ?

Éclairer ses mystères nécessite en premier de revenir sur l'histoire du parti, le plus vieux de Turquie, histoire qui se confond presque avec celle de la République. Cette longévité a impliqué des évolutions régulières du corpus idéologique, se traduisant par une succession d'influences distinctes qui donnent aujourd'hui au CHP son caractère hétérogène en termes de vision politique. On peut alors suivre sa trajectoire durant les deux décennies de pouvoir AKP, marquée tout d'abord par une marginalisation, mais ensuite par une affirmation progressive du CHP dans l'arène électorale. Reste donc la question fondamentale, pour anticiper l'avenir de la Turquie : le CHP est-il en mesure de s'emparer du pouvoir ? A-t-il su renaître de ses cendres comme un phœnix ou n'est-il toujours qu'une chimère à laquelle s'accrochent des militants trop enthousiastes ? Question simple, mais réponse compliquée. Le parti kémaliste dispose indéniablement de solides atouts pour dominer la scène politique turque dans les années à venir, mais il ne pourra les exploiter au mieux que s'il arrive à comprendre les faiblesses qui le fragilisent et relever les défis qui l'attendent.

Un parti aux héritages multiples

S'il est particulièrement difficile de cadrer précisément l'identité idéologique du CHP, c'est en grande partie due à sa longue et riche histoire, qui suit un destin parallèle à celui de la République. Fondé par Mustafa Kemal en même temps que la Turquie moderne, le parti se perçoit de fait comme un gardien du temple chargé de perpétuer cet héritage. Parti unique jusqu'à la guerre froide, il doit ensuite s'adapter à l'émergence de mouvements concurrents qui lui ôtent régulièrement les commandes du pouvoir. C'est dans ce cadre que le CHP, sous la direction de Bülent Ecevit de 1972 à 1980, complexifie sa pensée politique en teintant les vieux principes kémalistes d'une nuance sociale-démocrate. Puis à partir de 2002, c'est l'expérience d'une longue opposition, durant laquelle le parti reste certes le deuxième du pays, mais ne parvient jamais à s'emparer du pouvoir. Cette situation est propice à de nouvelles évolutions : se définissant de plus en plus par son opposition au Premier ministre puis président Erdoğan, le CHP s'oriente en miroir vers une rhétorique plus libérale et plus démocratique – une évolution que la pression d'une partie de l'électorat et de ses alliés et soutiens pourrait avoir encouragée. Au terme de ce siècle d'existence marqué par des expériences contradictoires, l'offre programmatique du parti kémaliste est devenue hétérogène, voire hétéroclite ; le parti agrège des courants différenciés, sans qu'une ligne directrice ne se dégage de manière claire.

Le kémalisme, héritage revendiqué mais partagé par une bonne partie du spectre politique turc

L'ancrage historique du CHP est une indéniable source de fierté pour ses cadres, militants et sympathisants. Plus qu'un parti républicain, il serait « le parti de la République », ce qui lui conférerait une légitimité spéciale au sein de la Turquie moderne. Perçu comme le parti « kémaliste » par excellence, il tire de cette image une légitimité spécifique et devient un symbole en soi.

Pour comprendre ce statut particulier, il faut revenir à la fondation de la République. Elle est le résultat des efforts d'un général de l'armée ottomane, Mustafa Kemal, qui s'est opposé aux projets des Alliés de démantèlement de l'Empire ottoman à la suite de sa défaite lors de la Première Guerre mondiale. Officialisés par le traité de Sèvres (10 août 1920), ces plans impliquaient de lourdes pertes territoriales au profit de l'Arménie et d'un hypothétique État kurde à l'ouest, et de la Grèce à l'est, ainsi qu'une tutelle des Britanniques sur

Istanbul et les Détroits, et des Français et des Italiens sur le littoral sud. Refusant ces conditions, Mustafa Kemal a pris la tête d'un soulèvement nationaliste basé à Ankara ; revendiquant toute l'Anatolie, c'est-à-dire ce fameux « rectangle » qui forme la base territoriale de la Turquie contemporaine, il a su repousser les armées arménienne, française et grecque et obtenir la négociation d'un nouvel accord : le traité de Lausanne (24 juillet 1923) confirmait la perte des territoires arabes ottomans, mais laissait à la Turquie le bloc anatolien et Istanbul. Auréolé de ce succès, Mustafa Kemal proclame la République le 29 octobre, officialisant la déchéance du régime impérial ottoman, rendu responsable de la défaite dans la Grande Guerre.

Si le *Gâzi*⁶ contrôle *de facto* le nouveau régime, on a toutefois affaire à un système parlementaire classique et Mustafa Kemal tient à disposer, au sein de la Grande Assemblée nationale de Turquie [*Türkiye Büyük Millet Meclisi*], d'un parti qui appuie sans faille ses ambitions réformatrices. Dès 1919, il a unifié l'ensemble des groupes de résistance à l'occupation des Alliés⁷. Lorsque la paix s'est profilée, fin 1922, il a préparé la création d'un parti politique en précisant, le 8 avril 1923, les principes qui doivent le guider : souveraineté nationale, suprématie du Parlement, abolition du sultanat, réforme du système juridique et fiscal, centralisation de l'éducation, indépendance financière, économique et administrative. Le Parti du Peuple, qui se voit rapidement accoler l'épithète « républicain », est fondé le 9 septembre 1923. Mustafa Kemal en assume immédiatement la fonction de « président général » [*genel başkan*] (plus couramment abrégé en « président »), un poste qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1938. Dès le départ, le parti se construit donc en suivant une logique de centralisation autour d'un patron qui décide des grandes orientations. La longévité de beaucoup d'entre eux⁸ leur permettra d'avoir un impact certain sur l'histoire et l'évolution du CHP et d'imposer leurs choix à des cadres et militants n'ayant guère d'autre pouvoir que de les reconduire ou non à leur poste. Ce centralisme est bien sûr encore plus marqué sous la présidence de Mustafa Kemal. En effet, à l'exception de brèves tentatives de multipartisme (1924-1925, 1930-1932), la Turquie vit alors en régime de parti unique⁹. Les premières années d'existence du CHP sont donc celles d'un mouvement qui domine, seul, la vie politique turque et qui est en pratique l'instrument de la volonté, non discutable, d'un chef.

C'est dans cette période que se structure le courant de pensée qui sera désigné par la suite comme « kémaliste ». Référence ouverte aux idées du fondateur de la République, cette vision n'est pas une idéologie à proprement

6. Titre honorifique ottoman pour désigner l'auteur d'une victoire militaire. Par extension, il est souvent utilisé pour désigner Mustafa Kemal.

7. Au sein de l'Association pour la défense des droits nationaux de l'Anatolie et de la Roumélie, dont les structures serviront de base à l'établissement du CHP.

8. À titre d'exemple, Mustafa Kemal occupera la fonction pendant 14 ans ; İsmet İnönü plus de 33 ans ; Bülent Ecevit plus de 8 ans ; Deniz Baykal presque 16 ans ; Kemal Kılıçdaroğlu plus de 13 ans.

9. H. Bozarlan, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Tallandier, 2015 (1^{ère} éd. 2013), p. 355-362.

parler – elle ne propose pas une nouvelle lecture de la société en s'appuyant sur un système d'idées – mais plutôt une synthèse des influences ayant marqué le jeune Mustafa Kemal. Officier ottoman, fréquentant les cercles réformistes, ce dernier a été en contact, dans sa carrière, avec l'idée de « nation en arme » à l'allemande, le scientisme en vogue à l'époque au sein des élites nationalistes, le jacobinisme à la française et même une forme de communisme musulman¹⁰. Une fois maître de la Turquie, il va s'inspirer de cette expérience pour mettre en œuvre une série de réformes qu'il est difficile de catégoriser dans un bloc idéologique, mais qui concourent à renforcer le contrôle de l'État sur la société, la mise en place d'un État-nation homogène, et une modernisation (qui, dans le contexte de l'époque, est surtout une européanisation) des techniques et des mœurs. En 1937, Kemal Atatürk fait inscrire dans la Constitution six principes qui structurent grandement ce qu'on appellera le « kémalisme¹¹ » :

- le républicanisme, qui exclut le retour au système impérial ottoman ;
- le nationalisme, qui prend ici la forme d'un souverainisme ombrageux, rejetant notamment toute ingérence étrangère ;
- le populisme, initialement une critique du capitalisme, mais qui prend dès 1923 la forme d'un paternalisme rejetant le principe de lutte des classes et insistant sur l'éducation des masses¹² ;
- l'étatisme, qui se traduit par un contrôle marqué de l'État sur l'économie ;
- le laïcisme, qui n'est pas la stricte séparation du politique et du religieux, selon le modèle français, mais plutôt le contrôle du second par le premier ;
- et le progressisme, à savoir une transformation rapide de la société, bouleversant les anciennes structures, avec des avancées réelles, comme le droit de vote accordé aux femmes dès 1934.

Ces principes sont intégrés dans le corpus idéologique du CHP ; ce dernier les illustre dès 1938 par six flèches, qui sont encore aujourd'hui son emblème. Ce n'est donc pas sans raison que le parti se présente tout à la fois comme l'œuvre de Mustafa Kemal, le gardien de son héritage, et aussi comme le premier parti républicain.

Pour autant, une critique régulièrement faite au CHP est justement de se présenter davantage comme « le parti d'Atatürk », plutôt que « le parti

10. La manière dont ces différentes influences, parfois contradictoires, ont pu marquer le parcours de Mustafa Kemal et se traduire dans sa vision politique a été analysée en détail par Şükrü Hanioglu dans son ouvrage *Atatürk: An Intellectual Biography*, traduit et disponible en français (*Atatürk : une biographie intellectuelle*, Paris, Fayard, 2016).

11. F. Monnier, « Le kémalisme, une parenthèse dans l'histoire turque ? », *Moyen-Orient*, n° 37, janvier-mars 2018, p. 36-41 ; V. Ter-Varanosyan, *Turkey, Kemalism and the Soviet Union: Problems of Modernization, Ideology and Interpretation*, New-York, Palgrave Macmillan, 2019, p. 7-38.

12. B. Lewis, *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988, p. 407-408.

fondé par Atatürk », tâchant de fait de monopoliser cet héritage¹³. Or, dès l'introduction du multipartisme, et jusqu'à nos jours, on observe en réalité en Turquie un large consensus autour du kémalisme : la majorité des partis politiques du pays vont ainsi, de manière plus ou moins directe, se revendiquer du fondateur de la République et de ses principes. Et l'alternance politique ne change pas cet état de fait : le premier parti d'opposition toléré par le pouvoir, le Parti démocrate, est fondé le 7 janvier 1946 par Adnan Menderes, Celâl Bayar, Fuat Köprülü et Refik Koraltan qui, tous, ont été députés au sein du CHP¹⁴. Et lorsqu'il remporte les élections en 1950, le parti se garde bien de rompre avec l'image du père fondateur de la République ; bien au contraire, plusieurs mesures sont prises pour perpétuer le culte d'Atatürk, faisant de « l'insulte à [sa] mémoire » un crime (1951) ou transférant son corps dans un immense mausolée (1953)¹⁵. Dès lors, le CHP perd *de facto* le monopole du kémalisme et ne le retrouvera jamais. La majorité des autres partis politiques, qu'ils soient conservateurs ou nationalistes, en revendiquera aussi l'héritage ; seuls les partis islamistes et pro-Kurdes seront plus réticents et introduiront un certain décalage. L'AKP, qui se situe dans le lignage de l'islam politique turc, ne s'est ainsi jamais directement relié au kémalisme. Mais le tournant nationaliste de Recep Tayyip Erdoğan et ses hommages au « *Gâzi Mustafa Kemal* » indiquent que lui-même ne peut aller frontalement contre ce patrimoine idéologique consensuel¹⁶. Son principal partenaire de coalition aujourd'hui, le Parti du mouvement nationaliste [MHP – Milliyetçi Hareket Partisi], revendique aussi le legs du fondateur de la République. Mevlüt Karakaya, vice-président du MHP, le décrit même comme « un parti ataturquiste au sens le plus authentique du terme¹⁷ ».

Ainsi, quoique le CHP soit traditionnellement attaché aux principes kémalistes, ceux-ci ne suffisent pas à le définir, d'une part parce qu'ils ne forment pas une idéologie bien marquée, et surtout parce qu'ils sont revendiqués par plusieurs autres partis. Dès 1971, Nihat Erim, Premier ministre mis en place par les militaires, résumait ainsi ce problème : « Tout le monde est atatürkiste. [...] Soit [ce dilemme] se résout de lui-même, soit quelqu'un à forte poigne dira "Mon interprétation est la seule qui soit atatürkiste", et tout le monde dira : "Oui, mon Maître" et nous en sortirons.¹⁸ » Conscients de cette limite, les dirigeants du CHP ont essayé, dès les années 1960, de donner plus de corps à leur vision politique.

13. Y. Nuri Öztürk, *Atatürk'ten sonraki CHP Çağı (Yanlış Okumanın Serüveni)* [Le CHP après Atatürk (Les péripéties d'une lecture erronée de l'époque)], Istanbul, Yeni Boyut, 3^e éd., 2023, (1^{ère} éd. 2014), p. 7-9.

14. B. Lewis, *Islam et laïcité*, *op. cit.*, p. 268-269.

15. A. Mango, *Ataturk: The Biography of the Founder of Modern Turkey*, New-York, Overlook, 2002, p. 36.

16. F. Monnier, « Le kémalisme, une parenthèse dans l'histoire turque ? », *op. cit.*, p. 41.

17. Entretien avec l'auteur (Ankara, 19 juillet 2022).

18. Cité in H. Bozarslan, *Histoire de la Turquie*, *op. cit.*, p. 432.

La tentation sociale-démocrate et son héritage

La défaite du CHP aux élections législatives de 1965 entraîne l'arrivée au secrétariat général du parti, en 1966, d'un jeune député proche du monde syndicaliste : Bülent Ecevit. Élu président en mai 1972, il popularise au sein du parti le concept de « gauche du centre¹⁹ ». Insistant sur trois des « flèches » kémalistes : le laïcisme, l'étatisme et le populisme, il défend la nécessité d'un État plus social, tourné vers une population encore largement misérable. Son slogan de 1969, *Toprak işleyenin, su kullananın* [La terre à ceux qui la cultivent, l'eau à ceux qui l'utilisent], illustre ce glissement idéologique. À l'échelle internationale, il adopte un discours plus critique vis-à-vis de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de l'alliance américaine, et manifeste la volonté de diversifier les relations extérieures du pays²⁰. Ce renouveau idéologique pose les bases d'une véritable social-démocratie turque²¹. On notera toutefois que dans un premier temps, Bülent Ecevit est réticent à se définir comme « social-démocrate », voyant une connotation marxiste à ce terme ; or, contrairement aux partis européens de la même mouvance, le CHP s'est d'abord pensé comme un mouvement nationaliste. Bülent Ecevit préfère donc se définir comme appartenant à la « gauche démocratique²² ». Il en fait même une forme de réinterprétation de la « flèche » kémaliste classique qu'était le populisme. Jusqu'alors, ce dernier terme – *halkçılık* – renvoyait à l'ambition d'une société sans classe, un ensemble unifié détenant la souveraineté de l'État, jusqu'alors confisquée par les élites ottomanes. Or, dans les années 1970, le CHP utilisera de plus en plus ce terme pour évoquer l'action en faveur des couches sociales modestes²³. On peut y discerner une forme de conservatisme terminologique, le parti ne voulant pas paraître en rupture avec ses orientations antérieures. Mais cela n'empêche pas son évolution de fond, couronnée en 1976 par son adhésion à l'Internationale socialiste : il est désormais pleinement assimilé aux sociales-démocraties européennes. Ainsi le CHP se forge-t-il progressivement l'image d'un parti « social-démocrate » de « centre-gauche », des concepts désormais assumés et fréquemment employés par ses cadres pour définir son positionnement²⁴.

19. B. Ecevit, *Ortanın solu* [La gauche du centre], Istanbul, Kim, 1966.

20. D. Billion, *La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 183-185.

21. A. Açıkgöz et M. Uğur-Çınar, « Social Democracy in Turkey: Global Questions, Local Answers », *The European Legacy*, vol. 28, 2023, p. 615-638.

22. B. Ecevit, *Demokratik Solda Temel Kavramlar ve Sorunlar* [Principaux concepts et problèmes de la gauche démocratique], Ankara, Ajans Türk Matbaacılık Sanayii, 1975, p. 51-53.

23. Y. Emre, *CHP, Sosyal Demokrasi vs Sol* [Le CHP, la social-démocratie et la gauche], Istanbul, İletişim, 2013.

24. Entretiens de l'auteur avec des cadres du CHP à Istanbul et Ankara, de 2022 à 2023.

Il est intéressant de noter que cette période de l'histoire du parti continue de diviser ses proches et sympathisants. Dès les années 1970, cette évolution a été critiquée comme une déviation communiste, le slogan *Ortanın Solu, Moskova'nın yolu* [La gauche du centre, c'est le chemin de Moscou] étant utilisé pour attaquer Bülent Ecevit²⁵. Aujourd'hui encore, une frange de l'opinion publique, qui peut aller des mouvements eurasiatiques anti-occidentaux à la droite nationaliste du MHP, accuse le parti d'avoir dénaturé le kémalisme traditionnel au profit d'une vision gauchisante inspirée de l'Occident²⁶. Mais à l'inverse, les partisans de son aile gauche reprochent au CHP contemporain d'avoir oublié cette dimension sociale et font valoir que sous Bülent Ecevit, le parti a engrangé les scores les plus importants de son histoire²⁷. De cette époque date une ligne de fracture qui reste vague, mais dont on peut dire qu'elle oppose les partisans d'un kémalisme orthodoxe, indépendant du clivage droite/gauche, nationaliste et centralisateur, à ceux qui veulent faire du CHP un mouvement de centre-gauche attaché aux thématiques sociales.

La naissance d'une culture plus libérale face à l'AKP

À partir des années 1970 et jusqu'au tournant du siècle, le CHP connaît une situation instable ; il ne gouverne que lors de courts intervalles, presque toujours en coalition avec des partis plus ou moins éloignés de ses valeurs²⁸. La Turquie connaît alors une situation confuse, surtout marquée par l'intensification de la violence politique et plusieurs coups d'État militaires. Le putsch de 1980, de loin le plus violent de tous, s'accompagne d'une interdiction pour tous les partis politiques d'utiliser leurs anciens noms et sigles ; le terme « CHP » est ainsi proscrit et le parti se reforme sous le nom de Parti populiste social-démocrate [SHP – Sosyaldemokrat Halkçı Parti]. L'interdiction est levée en 1987 : le CHP reprend son nom en 1992 et le SHP s'y fonde en 1995. Ces événements se traduisent aussi par un certain nombre de scissions au sein du parti. La plus marquante est sans nul doute celle de Bülent Ecevit, qui parraine en 1985 la création d'un Parti de la gauche démocratique²⁹ [DSP – *Demokratik Sol Parti*] positionné résolument à

25. F. Özay, « Ortanın Solu » [La gauche du centre], *Nedeniyet*, 21 décembre 2020, disponible sur : <https://nedeniyet.com>.

26. K. Gücüm, « Bülent Ecevit'in Sosyal Demokrasi tanımı : Batıdan gelen basınç » [La définition de la social-démocratie par Bülent Ecevit : une pression venue de l'Occident], *Aydınlık*, 26 avril 2024.

27. F. Bilâ, *CHP'de sağ sapma* [Virage à droite au CHP], Istanbul, Kırmızı Kedi, 2024, p. 11 ; H. Karaveli, « Not Condemned to the Authoritarian Right: Turkey's Local Elections Show the Way to a Different Future », *The Turkey Analyst*, 11 avril 2024, disponible sur : www.turkeyanalyst.org.

28. Par exemple de janvier à novembre 1974, en coalition avec le mouvement islamiste de Necmettin Erbakan ; de janvier 1978 à novembre 1979, en coalition avec deux petits partis se définissant respectivement comme kémaliste et libéral-conservateur de centre-droit ; d'octobre 1995 à mars 1996, dans un gouvernement de coalition avec le parti libéral-conservateur de la Première ministre Tansu Çiller.

29. Bülent Ecevit étant interdit par les militaires de politique jusqu'en 1987, à l'instar de tous les chefs de partis des années 1970, c'est initialement son épouse Rahşan qui prend la tête du nouveau parti.

l'écart du SHP puis du CHP³⁰. Adoptant vers la fin de sa vie un discours plus nationaliste et conservateur que par le passé, Bülent Ecevit reproche alors au CHP, dirigé par Deniz Baykal dans les années 1990 et 2000, une évolution libérale qui l'éloigne des fondamentaux du kémalisme.

Si ces changements idéologiques se font graduellement, on peut néanmoins situer en 2002 le début de l'époque qui donne au CHP la forme qu'on lui connaît aujourd'hui. Les élections législatives de novembre se traduisent en effet cette année-là, pour la première fois depuis longtemps, par la victoire nette d'un parti : l'AKP de Recep Tayyip Erdoğan, tout juste créé, récolte 34,3 % des voix et une majorité absolue des sièges, 363 sur 550. Le CHP n'obtient que 19,4 % des suffrages, mais, du fait du barrage électoral³¹, il est le seul autre parti à entrer au Parlement et récolte presque tous les sièges restants (178). Se met dès lors en place une configuration qui n'évoluera plus beaucoup : le CHP conforte sa place de principal mouvement d'opposition, mais sans jamais réussir à reprendre le pouvoir à l'échelle nationale. Cette situation va le pousser, pendant plus de deux décennies, à une lente transformation en vue de correspondre davantage à cette société turque qui a plébiscité l'AKP, afin de présenter une alternative crédible au parti de Recep Tayyip Erdoğan.

L'évolution du CHP doit beaucoup à son président de 2010 à 2023, Kemal Kılıçdaroğlu. Économiste discret, il se fait connaître en 2008 en dénonçant plusieurs affaires de corruption impliquant l'AKP³². Candidat à la mairie d'Istanbul en 2009, il prend l'année suivante la succession de Deniz Baykal, discrédité par une affaire de mœurs, à la tête du parti. Dès son arrivée, il se veut un homme de synthèse, revendiquant tout l'héritage du CHP « de Mustafa Kemal à İnönü, d'Ecevit à Deniz Baykal³³ ». Mais il insiste aussi très vite sur la question de la démocratie et des droits de l'homme, en réaction à l'autoritarisme croissant de Recep Tayyip Erdoğan. Encouragé par ses victoires électorales successives, celui-ci renforce en effet au cours de la décennie 2010 son emprise sur la société turque ; la dénonciation de ce style césariste est l'un des thèmes que le CHP de Kemal Kılıçdaroğlu mettra de plus en plus en avant. Si le parti kémaliste apporte son soutien à Erdoğan après la tentative de coup d'État dont il est victime (15 juillet 2016), il se montre ainsi très critique envers la répression judiciaire qui s'ensuit. Ce discours offensif culmine avec la « marche pour la Justice » accomplie par Kemal Kılıçdaroğlu entre le 15 juin et le 9 juillet 2017 : le chef du CHP, d'un âge déjà respectable, se rend à pied d'Ankara à Istanbul, accompagné de

30. Cette hostilité est encore perceptible de nos jours : c'est ainsi qu'à la présidentielle de 2023, le DSP a choisi de soutenir Recep Tayyip Erdoğan plutôt que Kemal Kılıçdaroğlu, une décision qui a provoqué de vifs débats en son sein et conduit plusieurs de ses cadres à la démission.

31. Pour éviter la multiplication des candidatures, la Constitution turque prévoyait alors qu'un parti, pour obtenir des sièges au Parlement, devait obtenir au moins 10 % des voix à l'échelle nationale.

32. O. Örmeci, *2023 Turkish Elections in All Aspects*, Berlin, Peter Lang, 2023, p. 149-150.

33. Y. N. Öztürk, *Atatürk'ten sonraki CHP Çağı*, op. cit., p. 234.

milliers de partisans, pour dénoncer les arrestations et emprisonnements arbitraires qui frappent l'opposition³⁴.

Cette contestation du modèle autoritaire a pour effet secondaire une étonnante bascule du CHP sur la question kurde³⁵. On l'a vu, l'étatisme centralisateur, une forme de jacobinisme à la turque, teintée de nationalisme, est historiquement l'un des piliers fondateurs du CHP. Dans cette logique, le parti s'est opposé à toutes les éventualités d'une autonomie culturelle, identitaire, *a fortiori* administrative, des populations kurdes. Lorsque l'AKP a entamé une politique d'ouverture visant à reconnaître aux Kurdes certains droits culturels, le CHP à l'époque dirigé par Deniz Baykal s'y est ainsi tout d'abord opposé, accusant le gouvernement de privilégier les identités ethniques au détriment de l'identité nationale³⁶. Or, sous Kemal Kılıçdaroğlu, une inflexion a pu être observée. Le gouvernement AKP ayant progressivement mis fin à son ouverture kurde, puis réprimé de plus en plus durement les partis pro-Kurdes, le CHP a pris le chemin inverse. S'il approuve toujours les opérations armées ciblant les groupes insurgés kurdes en Turquie et en Syrie, notamment le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK – Partiya Karkerên Kurdistan) et ses avatars, il dénonce en revanche l'emprisonnement des militants politiques pro-Kurdes³⁷. « Étant donné que le gouvernement a adopté une ligne beaucoup plus dure sur la question kurde, le CHP a été tenté de porter à son tour une vision plus libérale », résume l'universitaire Ozan Örmeci³⁸.

Cette évolution a pu s'incarner en Kemal Kılıçdaroğlu lui-même, originaire d'une famille *zaza* – un groupe ethnolinguistique généralement assimilé aux Kurdes. S'il n'a pas ouvertement revendiqué cette identité linguistique, il n'a pas hésité à assumer, lors de l'élection présidentielle de 2023, son appartenance à la minorité alévie, un courant religieux hétérodoxe, distinct de l'islam sunnite, et qui a longtemps été marginalisé par la République. Toujours dans cette ligne de défense des libertés individuelles et politiques, le CHP s'attache également à rassurer une autre frange de la population : les religieux craignant que leur pratique soit restreinte. Kemal Kılıçdaroğlu et ses proches insisteront notamment pour rassurer les femmes dont le droit à porter le voile a été élargi, sous l'AKP, dans des sphères comme l'université ou la police, et pour leur garantir le

34. F. Ozerkan et L. Sarmini-Buonaccorsi, « La “marche pour la justice” se termine par un rassemblement géant », *Le Devoir*, 10 juillet 2017.

35. Locuteurs d'une langue indo-européenne proche du persan – et très éloignée du turc –, les Kurdes forment au Moyen-Orient une population d'au moins 40 millions. Leur fond de peuplement est à cheval sur les frontières entre Iran, Irak, Syrie, et Turquie, où ils sont, selon les estimations, de 15 à 20 millions de citoyens. La Turquie a longtemps refusé de reconnaître toute identité propre aux Kurdes, assimilés à des « Turcs des montagnes », et dont les soulèvements ont été brutalement réprimés sous l'ère républicaine.

36. J. Marcou, « L'opposition piégée par la question kurde », *OVIPO*, 13 août 2009, disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org>.

37. Ö. K. Pusane, « Turkish Opposition Parties Grapple with the Kurdish Question », *MERIP*, 21 septembre 2022, disponible sur : <https://merip.org>.

38. Entretien avec l'auteur (Istanbul, 18 septembre 2020).

maintien de ce droit³⁹. Cette évolution a même conduit le parti à envisager, en 2018, de proposer comme candidat commun de l'opposition Abdullah Gül, membre fondateur de l'AKP et président de la République de 2007 à 2014, mais ayant ensuite pris ses distances avec Recep Tayyip Erdoğan⁴⁰. Critiquée en interne, cette idée a vite été abandonnée mais montré jusqu'où le CHP semblait prêt à mettre son idéologie traditionnelle au second plan.

Il faut en effet bien comprendre que ces gestes d'ouverture ont pu rencontrer des réticences au sein même du parti. Dans les cercles des militants du CHP, il n'était pas rare d'entendre dénoncer une mainmise des cadres alévis, unis par une supposée solidarité communautaire et protégeant la présidence de Kemal Kılıçdaroğlu malgré ses échecs⁴¹. La relation des alévis au CHP a toujours été complexe : malgré leur assimilation de force à l'islam sunnite par le régime kémaliste, et la brutale répression du soulèvement alévi de Dersim (1938), beaucoup ont vu dans le caractère séculier du régime un rempart face à l'islam politique, hostile à leur hétérodoxie. Si une partie des alévis s'est donc engagée au sein des mouvements de gauche radicale, beaucoup d'entre eux se sont intégrés au CHP, défendant une ligne de laïcité stricte mais restant discrets sur leur propre appartenance confessionnelle. La mise en avant de son alévisme par Kemal Kılıçdaroğlu, perçue avant tout comme un défi au bloc national-conservateur mené par le président Erdoğan, marquait donc aussi une rupture avec la posture traditionnelle du CHP, où cette identité minoritaire était tolérée sans jamais être évoquée⁴². De même l'ouverture observée sur la question kurde doit-elle être relativisée. Si Ekrem İmamoğlu a pu s'appuyer sur l'électorat kurde d'Istanbul pour s'emparer de la ville en 2019, les cercles militants kurdistes témoignent, cinq ans plus tard, d'une déception quant à son action concrète, y compris dans le domaine des manifestations culturelles⁴³. Enfin, l'ouverture du CHP à des secteurs plus conservateurs et religieux de la société ne s'est pas accomplie aisément. Il a ainsi fallu attendre 2020 pour que son Assemblée générale, organe chargé notamment de désigner les candidats, intègre une femme portant le foulard, l'avocate Sevgi Kılıç, bénéficiant de l'appui de Kemal Kılıçdaroğlu⁴⁴. Lors de la campagne de 2023, la rencontre d'Ekrem İmamoğlu et Kemal Kılıçdaroğlu avec une électrice voilée à Trabzon a même déclenché une petite polémique, les médias conservateurs affirmant que l'intéressée ne portait en réalité pas le voile et était membre du CHP ! Si ces rumeurs se sont révélées sans

39. F. Bilâ, *CHP'de sağ sapma*, op. cit., p. 57-59.

40. L. Gültekin, *Yaklaşan kasırga* [L'ouragan qui approche], Istanbul, Doğan Kitap, 2022, p. 182.

41. Entretiens menés en 2022 et 2023 auprès de militants du CHP à Istanbul, Ankara et Izmir.

42. É. Massicard et M. Semo, « Élections en Turquie : "En se revendiquant alévi, Kemal Kılıçdaroğlu a brisé un tabou" », *Le Monde*, 10 mai 2023.

43. D'après plusieurs témoignages d'acteurs politiques et culturels kurdes recueillis à Istanbul et Diyarbakır en mars 2024.

44. Ş. Yaman, « Son dakika! CHP tarihinde ilk : Başörtülü aday » [Dernière minute ! Une première dans l'histoire du CHP : une candidate voilée], *Milliyet*, 27 juillet 2020.

fondement⁴⁵, elles témoignent de la méfiance que les milieux conservateurs continuent de manifester à l'égard du parti kémaliste. Reste que ces postures symboliques témoignent d'une réelle tentative d'évolution, si l'on se rappelle qu'en 2007, le CHP s'opposait à l'accession d'Abdullah Gül à la présidence de la République en raison du foulard de son épouse...

Les années passées dans l'opposition à Recep Tayyip Erdoğan ont ainsi fait bouger, voire altéré, le discours idéologique du CHP. Tout à sa lutte contre l'autoritarisme croissant du Reis, le parti a mis en avant des valeurs libérales et démocratiques ; cela l'a conduit à mettre en arrière-plan, d'une part certains fondamentaux du kémalisme, comme l'étatisme centralisé ou le laïcisme, et d'autre part la vision sociale-démocrate héritée de Bülent Ecevit. En 2019, une étude se penchait sur l'évolution des termes utilisés par les leaders du CHP au cours cette période⁴⁶. Elle révélait que, comparativement à Deniz Baykal, Kemal Kılıçdaroğlu n'utilisait presque jamais les termes « gauche » [*sol*] ou « Atatürk », mais qu'il employait en revanche bien davantage le mot « économie » [*ekonomi*] et, véritable nouveauté par rapport à ses prédécesseurs, des termes à consonance religieuse comme « prophète » [*peygamber*] ou « Allah »⁴⁷. Un décompte de certains concepts utilisés dans les discours de campagnes électorales donnait la même tendance : le terme « laïcité » [*laiklik*] passait de 35 occurrences en 2007 à 9 en 2018, et le terme « capital » [*sermaye*] de 20 à 3. Inversement, les occurrences de « développement » [*kalkınma*] augmentaient de 23 à 51 et celles de « croissance » [*büyüme*] de 19 à 40⁴⁸.

Une identité toujours plurielle

Ces différentes séquences de la vie du CHP, loin de lui permettre d'affiner une doctrine politique précise, ont singulièrement compliqué la lecture de ses valeurs et de ses ambitions. On a vu que, si le parti continue de revendiquer l'héritage kémaliste, qui implique une dose de nationalisme et de centralisme autoritaire, ainsi qu'un attachement rigoureux à la laïcité, il l'a teinté d'une forme de social-démocratie, avant de développer un discours critique envers l'autoritarisme et insistant sur les libertés individuelles. Ces influences multiples et parfois contradictoires expliquent désormais

45. « Kemal Kılıçdaroğlu ve Ekrem İmamoğlu'nu Trabzon'da Karşılamanın Başörtülü Kadının Ashında Tesettürlü Olmadığı, Trabzon'da Yaşamadığı ve CHP İlçe Teşkilatına Üye Olduğu İddiası Doğru Değil » [L'affirmation selon laquelle la femme en foulard qui a accueilli Kemal Kılıçdaroğlu et Ekrem İmamoğlu à Trabzon n'est en réalité pas voilée, n'habite pas à Trabzon et est membre d'une structure de district du CHP n'est pas exacte], *Malumatfuruş*, disponible sur : www.malumatfurus.org.

46. A. F. Şen et Ş. Y. Altın, « Sosyal demokrasiden yeni sağa CHP'nin söylemsel dönüşümü : Bir siyasal söylem çözümlemesi denemesi » [L'évolution par le discours du CHP de la social-démocratie à la nouvelle droite : Une tentative d'analyse de la parole politique], *Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi* [Revue de la faculté des sciences économiques et administratives de l'université Hacı Bayram Veli d'Ankara], vol. 21, n° 3, décembre 2019, p. 434-461, disponible sur : <https://dergipark.org.tr>.

47. *Ibid.*, p. 453.

48. *Ibid.*, p. 454-455.

l'existence au sein du mouvement de positionnement très divers. Mais leur lecture est rendue plus difficile encore par l'absence de courant officiel : le CHP fonctionne de façon très centralisée et n'expose pas ses divisions sur la place publique. Comme ailleurs, les relations d'amitié ou de rivalité personnelle entre ses cadres peuvent aussi se superposer aux divergences idéologiques. Il est donc très difficile de catégoriser les tendances qui traversent le parti. On peut toutefois en distinguer quatre, que l'on pourrait respectivement qualifier de kémaliste orthodoxe, libérale-démocrate, sociale-démocrate et progressiste de gauche.

La tendance kémaliste orthodoxe professe un attachement marqué aux principes hérités de Mustafa Kemal et des premières années républicaines. Le nationalisme et l'indivisibilité de l'État y jouent un rôle primordial, expliquant l'opposition marquée de ce courant à toute négociation sur la question kurde. En découle également un souverainisme sourcilieux, qui conduit les défenseurs de cette vision à se méfier de l'étranger, qu'il s'agisse de l'alliance américaine ou des projets d'intégration à l'Union européenne (UE). Enfin, cette tendance insiste sur une laïcité stricte comme marqueur de la République. Historiquement, elle a pu se traduire par les réticences internes aux changements entrepris par Bülent Ecevit ou Kemal Kılıçdaroğlu. Le maire d'Ankara, Mansur Yavaş, issu du parti nationaliste MHP, est populaire au sein de cette tendance⁴⁹. Elle semble aussi très présente dans les sphères sécuritaires, comme l'armée.

On observe au sein du CHP une autre tendance, que l'on pourrait qualifier de plus libérale qu'autoritaire, et plus démocrate que républicaine. Cette fraction du CHP s'est développée dans l'opposition à Recep Tayyip Erdoğan et à son style autocratique, tout en portant un regard critique sur les anciennes méthodes du CHP. Hostile à une vision trop restrictive de la laïcité, elle cherche à rassurer l'électorat conservateur, à garantir les droits des musulmans pieux, et n'hésite pas, au nom d'une lutte commune contre l'autoritarisme, à défendre l'alliance avec des partis conservateurs et religieux. Elle est aussi moins crispée sur le nationalisme que la tendance orthodoxe et peut se montrer plus ouverte envers les Kurdes. Le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, qui a su parler aux électeurs kurde et conservateur dans cette ville, est l'archétype de ces profils. Cette tendance a également largement orienté la campagne du CHP et de Kemal Kılıçdaroğlu en 2023, les poussant à sécuriser une alliance avec des partis conservateurs, à rassurer l'électorat religieux et à s'ouvrir aux mouvements kurdes.

La tendance sociale-démocrate du CHP se caractérise, dans la lignée de Bülent Ecevit, par un attachement plus marqué aux questions sociales. Kemal Kılıçdaroğlu et son successeur depuis 2023, Özgür Özel, sont parfois perçus comme des sociaux-démocrates. Il convient toutefois de préciser qu'au sein même de cette tendance, Kemal Kılıçdaroğlu a pu être critiqué

49. S. Adar, « Turkey's Electoral Map Explained: Actors, Dynamics, and Future Prospects », Carnegie Endowment for International Peace, 4 juin 2024, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

pour n'avoir justement pas assez insisté sur les questions sociales⁵⁰ et pour avoir amené une approche plus libérale. En réalité, il semble qu'Özgür Özel cherche davantage que son prédécesseur à revaloriser la ligne sociale-démocrate, au moins par l'emploi assumé du terme et par une volonté de dialogue renouvelé avec les acteurs syndicaux⁵¹.

Il existe enfin au CHP un courant beaucoup plus progressiste, qui se focalise sur les droits des femmes, des minorités, des homosexuels, ou bien sur les thématiques des inégalités sociales ou de l'écologie. Partisans d'une alliance avec les mouvements pro-Kurdes, ces militants sont minoritaires au sein du parti, mais sont bien représentés chez la jeunesse éduquée d'Istanbul. Canan Kaftancıoğlu, qui a été la stratège de la campagne municipale d'Ekrem İmamoğlu en 2019⁵², est la figure la plus médiatique et la plus populaire de ce courant.

Il est donc difficile à ce stade de définir précisément la nature politique du CHP. Dans les grandes lignes, on peut le percevoir comme un parti républicain, souverainiste, influencé par les idées sociales-démocrates et hostile à l'autoritarisme de Recep Tayyip Erdoğan. Mais son histoire complexe et la diversité de ses influences ne lui permet pas de se construire une identité aussi marquée que celle de certains de ses concurrents. Cette souplesse idéologique lui a toutefois permis de conserver un socle électoral conséquent, qui se révèle à nouveau tandis que le contexte sociétal turc semble évoluer en sa faveur.

50. Entretien avec un conseiller économique de Kemal Kılıçdaroğlu (Ankara, 3 novembre 2022) ; E. Yıldızoğlu, « 'CHP'de değişim' ama nasıl? » ['Changement au CHP' mais comment ?], *Cumhuriyet*, 19 juin 2023.

51. H. Karaveli, « Not Condemned to the Authoritarian Right: Turkey's Local Elections Show the Way to a Different Future », *The Turkey Analyst*, 11 avril 2024, disponible sur : www.turkeyanalyst.org.

52. U. Aydın et A. Bonzon, « Sans elle, Istanbul serait peut-être toujours aux mains d'Erdoğan », *Slate*, 18 juillet 2019, disponible sur : www.slate.fr.

Vers une forme de renaissance

Premier parti d'opposition durant toutes les mandatures de l'AKP, le CHP n'en a pas moins vu son statut évoluer. Marginalisé pendant les premières années de pouvoir du parti conservateur, il a tout de même réussi à se maintenir au-dessus de 20 % des voix à tous les scrutins. Surtout, le parti s'est montré plus actif à partir des années 2010, à mesure que différents segments de la société s'opposaient à Recep Tayyip Erdoğan. Cette période de renaissance se traduit par trois développements liés entre eux. D'une part, le CHP développe une rhétorique plus incisive à l'égard du pouvoir, en s'appuyant sur les mouvements contestataires croissants. D'autre part, il cherche à fédérer les autres partis d'opposition autour de lui, dans une posture qui est souvent celle de leadership. Enfin, et l'on peut y voir l'effet des deux phénomènes précédents, il voit ses scores augmenter et parvient à remporter certains scrutins locaux.

Saisir les nouvelles formes de contestation

Les premières années qui suivent le triomphe de l'AKP en 2002 ont été difficiles pour le CHP, seul parti d'opposition au Parlement. Les nouveaux maîtres de la Turquie, qui se présentaient non pas comme islamistes mais comme démocrates conservateurs⁵³, bénéficiaient d'un effet de nouveauté. Ils mettaient en place une série de mesures permettant de libéraliser la vie politique turque, d'assurer le redressement économique du pays et d'apaiser ses relations avec ses voisins⁵⁴. L'action de l'AKP durant ce premier mandat a recueilli l'assentiment non seulement d'une large frange de l'opinion publique, mais aussi des partenaires internationaux de la Turquie. Les premières grandes manifestations hostiles à l'AKP, à l'approche des élections législatives de 2007, avaient pour objectif affiché de défendre la laïcité ; et bien qu'il s'agisse, en principe, d'un de ses thèmes de prédilection, le CHP n'était pas en première ligne : certains de ses dirigeants y étaient présents mais sans prendre particulièrement la parole, et en insistant davantage sur le processus électoral⁵⁵. Un même sentiment de flottement dominait au

53. D. Schmid, *La Turquie en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2017, p. 86. Yalçın Akdoğan, un des théoriciens du parti, a écrit un essai valorisant ce concept de démocratie conservatrice : *Ak Parti ve Muhafazakar Demokrasi* [L'AKP et la démocratie conservatrice], Istanbul, Alfa, 2004.

54. M. Bozdemir, *La marche turque vers l'Europe*, Paris, Karthala, 2005.

55. « Nouvelle manifestation pro-laïcité en Turquie », *Le Nouvel Obs*, 20 mai 2007.

printemps 2013, avec le mouvement dit « de Gezi⁵⁶ » : si les principales figures du CHP ont apporté un soutien de principe aux protestataires, sa présence sur le terrain était faible, avec peu de discours publics émanant de cadres du mouvement et une déconnexion observée entre le parti et les jeunes manifestants⁵⁷.

L'émergence, à ce moment-là, d'une opposition qui ne passe pas par le système partisan classique a cependant attiré l'attention des cadres du CHP, qui ont décidé de se montrer davantage à l'écoute des protestations de la société civile. C'est pourquoi le parti, qui a apporté son soutien à Erdoğan après le *putsch* de 2016, s'est ensuite montré de plus en plus critique face à l'intensification de la répression judiciaire. La « marche pour la Justice » de Kemal Kılıçdaroğlu, précédemment évoquée, constitue une étape dans le processus de rapprochement entre le CHP et les citoyens : l'absence d'insigne partisan, le ralliement de simples citoyens sur le mot d'ordre de « Justice » [*Adalet*], la performance physique elle-même témoignent d'un renouvellement des méthodes⁵⁸. Le CHP ne se contente plus de concourir aux élections, il cherche à accompagner les mouvements contestataires, en s'opposant de plus en plus frontalement au pouvoir AKP.

Une stratégie d'alliance

Tout en poursuivant effort au plus près des mouvements sociaux, le parti continue de poursuivre ses combats électoraux. Mais là encore, l'on peut observer une évolution des pratiques. Jusqu'aux années 2010, le CHP a fait cavalier seul. Mais après les événements de Gezi, il apparaît que l'opposition prend des formes plurielles. La contestation n'a pas été menée par les partis politiques mais par des organisations de la société civile, ou plus simplement des jeunes agissant spontanément. Dans la foulée de ces événements, le Parti de la paix et de la démocratie [BDP – Barış ve Demokrasi Partisi] pro-Kurdes se rassemble avec plusieurs petits partis contestataires et/ou anticapitalistes au sein d'une structure nouvelle, le Parti démocratique des peuples [HDP – Halkların Demokratik Partisi] ; celui-ci défend une logique partisane confédérale, laissant aux partis et mouvements qui le composent une certaine liberté d'action, et se voyant avant tout comme une plateforme électorale. Face à ces évolutions, le CHP, conscient qu'il lui faut prendre en compte cette pluralité des oppositions, se lance lentement mais sûrement

56. Du nom du parc stambouliote dont la destruction programmée a provoqué un important mouvement de mobilisation. Au départ, portés par des préoccupations écologiques, les contestataires sont durement réprimés, ce qui conduit en retour d'importants fragments de la société civile à manifester à leur tour, dénonçant l'autoritarisme de Recep Tayyip Erdoğan et de l'AKP. Voir à ce sujet D. Akagül, F. Bilici et A. Kazancigil (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Pluriel, 2013, p. 335-338 ; E. Caliskan et S. Waldman, *The New Turkey and Its Discontents*, Londres, Hurst, 2016, p. 102-106 ; D. Schmid, *La Turquie en 100 questions*, op. cit., p. 102-104.

57. B. Türkmen, « From Gezi Park to Turkey's Transformed Political Landscape », *OpenDemocracy*, 7 juillet 2015, disponible sur : www.opendemocracy.net.

58. F. Ozerkan et L. Sarmini-Buonaccorsi, « La "marche pour la justice" se termine par un rassemblement géant », op. cit.

dans une stratégie d'alliances⁵⁹. Au scrutin présidentiel de 2014, il fait le choix de soutenir, conjointement avec les nationalistes du MHP, la candidature d'une figure non partisane, Ekmeleddin İhsanoğlu. Avec 38,5 % des voix, ce dernier est battu dès le premier tour par Recep Tayyip Erdoğan, qui en obtient presque 52 %. Si son ralliement à cette figure plutôt conservatrice⁶⁰ a pu être critiqué en interne et peut être perçu comme une difficulté à présenter un candidat qui lui soit propre, le CHP a montré à tout le moins sa capacité à sortir d'une logique strictement partisane.

L'absolue nécessité des alliances est mise en lumière l'année suivante. Les législatives de juin 2015 voient l'AKP perdre sa majorité parlementaire ; l'opposition pourrait en théorie construire un nouveau gouvernement. Mais pour cela, il faudrait que les trois principaux partis qui la composent, le CHP, le MHP et le HDP, parviennent à un accord. Or, bien que le CHP cherche à rassembler autour de lui les deux partis d'opposition, il lui est impossible de faire s'entendre les nationalistes du MHP et les pro-Kurdes du HDP. Aucune majorité gouvernementale ne se dégageant, le président Erdoğan convoque de nouvelles législatives en novembre 2015 ; dans un contexte de durcissement politique vis-à-vis des partis pro-Kurdes, le HDP subit un recul et l'AKP retrouve sa majorité. Cet épisode met en lumière le problème fondamental de l'opposition turque : elle est potentiellement majoritaire dans les urnes, mais elle est composée de partis très différents et qui sont dans l'incapacité de s'unir. Le CHP va dès lors consacrer beaucoup d'efforts pour mettre un terme à ces divisions et proposer des alliances électorales dont il serait le moteur.

La réforme constitutionnelle de 2017 est l'occasion pour le CHP d'entrevoir l'éventualité d'une large alliance⁶¹. En effet, l'enjeu en est tout simplement l'acceptation ou non d'une forme de régime qui permettrait au président Erdoğan de concentrer tous les pouvoirs. Si le MHP rallie l'AKP à cette occasion, ce basculement n'est pas accepté par certains de ses cadres qui, menés par l'énergique Meral Akşener, font sécession. De même, certains anciens ministres de Recep Tayyip Erdoğan s'opposent à la réforme constitutionnelle. Le CHP a maintenant l'opportunité de rassembler autour de lui les dissidents et de prendre la tête d'un « front du refus » qui inclut aussi les forces pro-Kurdes. Dès lors sont posées les bases programmatiques sur lesquelles peut s'établir une coalition d'opposition : le refus du pouvoir personnel du président turc et la volonté de retour à un système parlementaire. En 2018, alors que des élections anticipées sont prévues pour juin, le CHP passe une alliance électorale avec les dissidents du MHP, qui ont créé un nouveau parti nationaliste, le « Bon » Parti [İYİ – İyi Parti], ainsi qu'avec plusieurs petits partis conservateurs. L'alliance n'est cependant

59. A. Denizeau, « Les coalitions politiques en Turquie à la veille des élections de 2023 », *Études de l'Ifri*, Ifri, avril 2023.

60. Ekmeleddin İhsanoğlu a été secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique de 2004 à 2014.

61. A. Denizeau, « Les coalitions politiques en Turquie à la veille des élections de 2023 », *op cit.*

prévue que pour les législatives, chaque camp présentant un candidat à l'élection présidentielle. L'alliance est reconduite pour les élections municipales de 2019 et, à Istanbul, un candidat unique issu du CHP, Ekrem İmamoğlu, reçoit le soutien de l'ensemble des partis d'opposition, y compris pro-Kurdes. La formule d'alliance semble alors pleinement gagnante. Elle culminera en vue des élections de 2023 : le CHP prend la tête d'une coalition de six partis qui, en plus d'une alliance pour les législatives, se regroupent autour de l'unique candidature à la présidentielle de Kemal Kılıçdaroğlu. Ce dernier reçoit par la suite le soutien du Parti de la gauche verte [YSP – Yeşil Sol Partisi], héritier du HDP. Il convient de noter qu'aujourd'hui encore, la pertinence de ces alliances fait débat au sein du CHP : le rapprochement avec des mouvements conservateurs voire islamistes, ou bien avec les partis pro-Kurdes, a été sévèrement critiqué par une partie des kémalistes orthodoxes. Mais, jusqu'à 2023 au moins, cette stratégie a été perçue par les cadres du parti comme un gage de succès⁶².

Le succès dans les urnes

Dans les faits, il est certain qu'à partir du milieu des années 2010, le CHP connaît une meilleure fortune lors des différents scrutins. Le troisième élément qui permet de parler d'une renaissance du parti kémaliste est effectivement l'amélioration de ses performances électorales : on constate une progression, réelle sans être spectaculaire, mais régulière, en pourcentages de voix. Alors qu'il stagne autour de 25 % lors des élections législatives de 2011, juin 2015 et novembre 2015, la coalition qu'il mène en obtient 34 % en 2018 et 35 % en 2023. Même progression en nombre de sièges : de 2002 à 2015, le CHP ne parvient pas à en obtenir plus de 135, mais il obtient 144 sièges en 2018, et 169 en 2023 – dans les deux cas, ses partenaires de coalition en gagnent une quarantaine de plus. Il existe donc une réelle dynamique, dont on peut penser que, à tout le moins lors des scrutins législatifs, elle profite aussi des stratégies d'alliance. Il est plus difficile d'évaluer la progression du parti dans le cadre des scrutins présidentiels, car les trois qui ont eu lieu jusqu'à présent ont connu des circonstances très différentes. En 2014, Ekmeleddin İhsanoğlu, soutenu par le CHP (et le MHP), sans en faire partie, est battu au premier tour avec 38,4 % des voix. En 2018, Muharrem İnce, cadre et membre de longue date du parti kémaliste, en obtient 30,6 %. Il convient de noter qu'à cette échéance, les autres grands partis d'opposition ont chacun présenté un candidat. En 2023, Kemal Kılıçdaroğlu atteint 44,9 % des voix au premier tour. C'est *a priori* un progrès spectaculaire, mais relativisé par le fait qu'il est le candidat quasi

62. Entretiens avec Seyit Torun, député CHP d'Ordu (Ankara, 21 juin 2022), Gürsel Tekin, député CHP d'Istanbul (Istanbul, 24 avril 2023) et un conseiller économique de Kemal Kılıçdaroğlu (Ankara, 3 novembre 2022).

unique de l'opposition⁶³. Par ailleurs, s'il parvient à se maintenir au second tour, il n'y obtient pas un score bien plus élevé (47,8 %).

Malgré ces bonnes performances, le CHP ne remporte aucun des scrutins législatifs et présidentiels organisés sous l'ère AKP. En fait, c'est surtout l'évolution des résultats obtenus aux municipales qui révèle l'ampleur de sa progression : en 2014 le CHP obtient 26 % des voix à l'échelle nationale et, en termes de grandes villes, ne triomphe qu'à Izmir, traditionnellement kémaliste ; en 2019, il remporte 37,5 % des voix, conserve Izmir et s'empare des deux principales villes du pays, Istanbul et Ankara ; en 2024 son score reste stable (37,7 % des voix) mais il devient le premier parti à l'échelle nationale (l'AKP ne faisant que 35,5 %), conserve Istanbul, Ankara et Izmir avec de larges majorités, et s'empare d'autres grandes villes comme Bursa. Ce dernier succès est d'autant plus marquant que, contrairement à 2019, le CHP s'est lancé seul dans la bataille, la coalition qu'il avait formée en 2019 ayant implosé après 2023. Pour la première fois de son histoire, le parti kémaliste parvient donc à infliger à l'échelle nationale, et sans allié, une défaite nette à l'AKP.

Alors que, selon le fonctionnement institutionnel actuel, le président Erdoğan doit quitter ses fonctions en 2028, le CHP se retrouve ainsi en bonne position pour mener les prochains combats politiques. Capable d'un style plus offensif, ayant l'expérience et la capacité de nouer des alliances interpartisanes, il peut désormais s'enorgueillir de scores dignes d'une grande formation d'opposition. Au point de transformer l'essai et de s'emparer du pouvoir aux prochaines élections générales ? Les incertitudes demeurent, dans un contexte national qui nous a habitués à bien des rebondissements, mais le CHP dispose désormais indéniablement de solides atouts.

63. Sinan Oğan porte pour sa part la voix de l'opposition ultranationaliste et obtient 5,2 %. Toutefois, dans l'entre-deux tours, il se rallie à Recep Tayyip Erdoğan, au grand dam d'une partie de ses électeurs.

Atouts et potentiels du CHP dans la Turquie de l'AKP

La renaissance du parti kémaliste repose sur une conjugaison d'éléments favorables. Bien sûr, il est tentant d'y voir le résultat mécanique d'un affaiblissement du pouvoir de l'AKP et de Recep Tayyip Erdoğan. L'implication de la Turquie dans la guerre civile syrienne s'est traduite par une résurgence des tensions dans le Sud-Est et des menaces sécuritaires, ainsi que par l'arrivée de millions de réfugiés que la société turque peine à intégrer. La crise économique qui a débuté en 2018 n'est toujours pas résolue et ses conséquences sociales sont graves. Le président Erdoğan, aujourd'hui vieillissant, est à la tête du pays depuis plus de vingt ans, tandis que son parti s'est peu à peu vidé des figures fortes capables de l'appuyer et de prendre sa relève. Cette conjoncture est indéniablement favorable aux partis d'opposition⁶⁴. Mais le CHP dispose par ailleurs d'atouts bien plus spécifiques qui permettent de voir en lui une alternative sérieuse, avec une base de soutien croissante. Premièrement, et c'est peut-être là sa plus grande force, les nouvelles générations turques ont une vision de la société beaucoup plus proche des valeurs traditionnellement défendues par le parti kémaliste. Ensuite, le CHP s'applique à resserrer les liens avec diverses organisations de la société civile. À la tête depuis 2019 des principales grandes villes de Turquie, il en tire par ailleurs des ressources et démontre son savoir-faire. Enfin, le parti tâche de nouer des partenariats à l'international, précieux pour renforcer sa crédibilité en cas d'arrivée au pouvoir.

Au diapason d'une évolution générationnelle

La plus grande force du CHP réside probablement dans l'émergence de nouvelles générations qui se sentent profondément proches, sinon du parti lui-même, du moins des valeurs auxquelles il est traditionnellement associé. Les victoires et la quasi-hégémonie de l'AKP dans les années 2000 reposaient sur l'arrivée à maturité des générations éduquées dans les années 1980, marquées par une réislamisation de la société et l'émergence d'un petit capitalisme conservateur⁶⁵. Or, depuis, les structures sociales de la Turquie ont continué à bouger, avec la poursuite de l'urbanisation, un accès plus large à l'éducation supérieure et une ouverture à l'international. Il en résulte au

64. M. Özkaya, « Turquie : quelles perspectives pour les élections du centenaire ? », Sciences Po Grenoble, 21 décembre 2022, disponible sur : <https://blog.sciencespo-grenoble.fr>.

65. M. Bazin et S. de Tapia, *La Turquie : géographie d'une puissance émergente*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 103 & 140-141.

sein des nouvelles générations deux grandes tendances qui les rapprochent du CHP : une sécularisation rapide, d'une part ; et d'autre part un nationalisme toujours vivace, qui redécouvre la figure de Kemal Atatürk.

La laïcisation des nouvelles générations turques est un phénomène essentiel à la compréhension de la nouvelle sociologie politique du pays⁶⁶. Alors même que le président Erdoğan se donnait pour objectif d'éduquer une jeunesse pieuse, l'évolution sociologique des Turcs semble démentir cette aspiration : les jeunes affichent un rapport à la religion beaucoup plus souple. D'après une étude de l'institut Konda, le nombre de jeunes se disant « religieux » est passé de 22 % en 2008 à 15 % en 2018 ; dans le même laps de temps, ceux qui affirment pratiquer le jeûne du Ramadan sont passés de 74 % à 58 %⁶⁷. Cette évolution est très notable dans les espaces publics urbains où l'on observe par exemple que beaucoup de restaurants et cafés restent ouverts en plein Ramadan, avec une clientèle jeune et nombreuse, et ce non seulement à Istanbul, Izmir et Ankara, mais aussi dans des villes plus conservatrices de l'Est comme Konya ou Diyarbakır⁶⁸. Au sein de la jeunesse turque, se qualifier d'athée est encore assez rare, mais il est désormais courant d'entendre certains se définir comme « agnostiques » ou « déistes »⁶⁹.

Cette sécularisation croissante des nouvelles générations turques s'accompagne d'un apparent regain d'influence du nationalisme. Si ce courant de pensée est traditionnellement fort en Turquie, il semble aujourd'hui très ancré la jeunesse⁷⁰. Certains indices sont parlants, comme la ferveur très forte que suscite l'évocation de Mustafa Kemal. Le 23 octobre 2023, centenaire de la fondation de la République, des cortèges partageant par haut-parleurs les discours d'Atatürk circulaient au cœur d'Istanbul. Parmi la foule qui assistait à ces démonstrations, on pouvait observer une majorité de jeunes, bien souvent les larmes aux yeux⁷¹. « La jeunesse ne se reconnaît ni dans l'islam, ni dans le gouvernement actuel ; elle se tourne alors vers la République turque et vers Mustafa Kemal ; ce sont des références plus lointaines, mais elle y reste attachée⁷² », explique ainsi Mustafa Görkem Doğan, professeur de science politique à l'université d'Istanbul.

66. R. Soyulu, « Turkish Youth Increasingly Secular and Modern under Erdogan, Poll Finds », *Middle East Eye*, 20 mars 2019, disponible sur : www.middleeasteye.net.

67. *Ibid.*

68. Observations réalisées par l'auteur lors de séjour en Turquie en période de Ramadan (Istanbul et Ankara, mai 2018 ; Ankara, Konya et Izmir, avril 2022 ; Istanbul et Diyarbakır, mars 2024).

69. Observations réalisées par l'auteur lors de différents échanges de 2018 à 2024, à Istanbul, Ankara, Izmir, Eskişehir, Şanlıurfa, Diyarbakır. Voir aussi A. Andlauer, *La Turquie d'Erdoğan*, Paris, Éditions du Rocher, 2022, p. 29-30 ; D. Minoui, « Turquie : quand la jeune génération boude discrètement la religion », *Le Figaro*, 16 février 2021.

70. D. Minoui, « Turquie : comment le nationalisme "ordinaire" irrigue toute la société », *Le Figaro*, 30 mars 2024.

71. Observations réalisées par l'auteur à Istanbul le 29 octobre 2023.

72. Entretien avec l'auteur (Istanbul, 24 mai 2018).

En mars 2024, une autre enquête de Konda⁷³ révélait que le qualificatif le plus utilisé par les jeunes de 18 à 30 ans pour se qualifier était « ataturquiste » [*ataturkçü*], cité par 44 % d'entre eux (contre 39 % en 2022) ; il était suivi de « nationaliste » [*milliyetçi*], cité par 39 % ; à titre de comparaison, ils n'étaient que 10 % à revendiquer le terme « islamiste » [*islamcı*] (une chute nette par rapport à 2022, où ils étaient 20 %), 10 % le terme « démocrate » [*demokrat*] et 5 % le terme « libéral » [*liberal*].

Cette évolution des nouvelles générations turques vers un mode de vie plus séculier et une identité politique toujours attachée au nationalisme kémaliste pourrait les rendre davantage sensibles aux thèmes classiques du CHP. Les deux « flèches » que sont le laïcisme et le nationalisme, ainsi que la filiation revendiquée du parti avec le fondateur de la République, en font un réceptacle des aspirations de cette jeunesse. Le parti en a indéniablement profité : dans l'enquête de Konda⁷⁴ citée au paragraphe précédent, et bien qu'une majorité de jeunes se déclarassent indécis ou abstentionnistes (46,1 %), parmi les restants, le CHP recueillait la préférence de 24,1 %, contre seulement 11,2 % pour l'AKP⁷⁵. En 2021, un autre institut de recherche, Gezici, indiquait que l'alliance menée par le CHP recueillait le soutien de 56,9 % des 15-21 ans, contre 24,6 % pour l'alliance menée par l'AKP. Ces chiffres contrastaient nettement avec ceux des plus de 42 ans, qui n'étaient que 40,1 % à soutenir l'alliance pro-CHP et 44,9 % à soutenir l'alliance pro-*AKP*⁷⁶. Il est ainsi à prévoir que le renouvellement des générations va progressivement élargir le socle électoral du CHP et réduire parallèlement celui des partis religieux – mais sans laisser de place significative à un parti qui se revendiquerait davantage libéral que kémaliste ou nationaliste.

Une prise en compte progressive de la société civile

Depuis qu'il incarne l'opposition à l'AKP, le CHP est sorti peu à peu du statut d'acteur essentiellement parlementaire pour tâcher de nouer et de renforcer ses liens avec la société civile, dont il a compris l'importance croissante vers la fin des années 2000⁷⁷. Il est possible de percevoir ici l'influence directe de Kemal Kılıçdaroğlu, pour qui la stabilité de l'État repose sur une société dont

73. « Gençlerin Politik Tercihleri Araştırması 2024 » [Rapport 2024 de recherche sur les préférences politiques des jeunes], *Rapport de KONDA*, mars 2024, disponible sur : <https://go-for.org>.

74. *Ibid.*

75. Il peut être intéressant de noter que le Parti de la Victoire [Zafer Partisi], ultra-nationaliste, qui n'avait fait que 2,2 % aux législatives de 2023, recueillait dans cette enquête 5,1 % d'approbation, semblant confirmer cette influence croissante du nationalisme au sein des nouvelles générations.

76. « Genç seçmen anketi : 2023'te kime oy verecekler? » [Enquête sur les jeunes électeurs : en 2023, à qui donneront-ils leur voix ?], *GazeteDüvar*, 26 mars 2021, disponible sur : www.gazeteduvar.com.tr.

77. R. Türmen, « Sivil toplum vs CHP » [La société civile et le CHP], *Milliyet*, 18 mars 2011.

aucune composante n'est laissée à l'écart, ce qui implique un « dialogue constructif » en permanence avec les différents segments de ladite société⁷⁸.

De ce point de vue le CHP est en retard sur l'AKP qui, le premier, a encouragé l'émergence d'une société civile, sur laquelle il s'est largement appuyé dans ses premières années⁷⁹. L'objectif était alors de s'adresser aux organisations non gouvernementales (ONG), aux chambres de commerce, aux associations d'entrepreneurs, et plus spécifiquement à celles de sensibilité conservatrice qui pouvaient se sentir peu intégrées au modèle républicain traditionnel. L'opposition a aussi progressivement compris la nécessité de s'adresser à ces milieux. Pour cela, il lui a même fallu attaquer un tabou, celui du dialogue avec des associations islamistes ; c'est là une évolution majeure, car tout au long de son histoire, le parti s'est construit en faisant de celles-ci l'ennemi par excellence du modèle républicain. Mais s'adresser à elles était aussi une manière de concurrencer l'AKP sur son propre terrain. En 2022, le journal *Aydınlık* (de tendance eurasiste, à la fois nationaliste, anti-occidental et partisan d'un rapprochement avec Moscou, mais également très hostile à l'islam politique) révélait que le CHP avait obtenu lors des élections municipales de 2019 le soutien de cadres de la confrérie Süleymana, des milliers d'entre eux obtenant en retour des postes dans les mairies d'Istanbul et d'Ankara⁸⁰. Toujours en 2022, l'accueil par le mouvement de jeunesse du CHP de représentants de l'ONG islamiste İHH⁸¹ a suscité beaucoup de débats en ligne et des critiques venant tant des milieux kémalistes qu'islamistes, les protagonistes de la rencontre ayant insisté pour leur part sur la nécessité d'apprendre à vivre ensemble⁸². Il s'agit là encore de phénomènes isolés, mais qui témoignent d'une volonté du parti de s'ouvrir à cette société civile conservatrice et de la rassurer. « Les confréries font partie de notre société ; elles sont très implantées au niveau local ; ce serait absurde de ne pas les prendre en compte alors que nous souhaitons nous adresser à l'ensemble du peuple turc », expliquait ainsi, peu avant les élections de 2023, un député du CHP⁸³.

Si cette ouverture du parti kémaliste aux milieux traditionnalistes est inédite, il lui faut aussi s'habituer à travailler de nouveau avec les syndicats,

78. A. E. Öztürk et H. Yavuz, *Kılıçdaroğlu and the New Republican People's Party in Turkey*, Londres, Palgrave MacMillan, 2023, p. 79-81.

79. S. Vaner, « L'essor d'une société civile face aux incertitudes démocratiques » in D. Akagül, F. Bilici et A. Kazancıgil (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, op. cit., p. 78-84.

80. U. Kanal, « CHP'den Süleymanlılara kadro tahsisi » [Affectation de personnels pour les cadres süleymanlı par le CHP], *Youtube*, 22 mai 2022, disponible sur : www.youtube.com.

81. İnsan Hak ve Hürriyetleri ve İnsani Yardım Vakfı – Fondation d'aide pour les droits humains, les libertés et l'humanitaire ; cette ONG était notamment à l'origine de la flottille qui, en 2010, avait tenté de forcer le blocus de Gaza, conduisant à la mort de dix de ses militants par suite de l'intervention des forces israéliennes, et à une grave crise diplomatique entre Ankara et Tel-Aviv.

82. « CHP'li gençler ve İHH'li gençler buluştu, 'mahalleler' rahatsız oldu » [Les jeunes du CHP et ceux de İHH se sont rencontrés, malaise dans les 'quartiers'], *Serbestiyet*, 16 février 2022, disponible sur : <https://serbestiyet.com>.

83. Entretien avec l'auteur (Istanbul, 24 avril 2023).

dont il s'était plutôt éloigné dans les années 1990⁸⁴. D'après un avocat sympathisant du parti et proche de Kemal Kılıçdaroğlu, interrogé avant les élections de 2023, « le CHP n'a pas fait un gros effort pour séduire les syndicats jusqu'à présent ; en effet, il sait que face à l'AKP, ils le soutiendront de toute façon ; et les syndicats ne sont pas très actifs de leur côté, car ils n'attendent pas un grand progrès social avec nous⁸⁵. » Il ajoutait que Kemal Kılıçdaroğlu privilégiait les associations défendant les libertés publiques plutôt que les syndicats. Les choses semblent changer depuis que le congrès de l'automne 2023 a promu à la tête du parti Özgür Özel, qui souhaite se rapprocher de ces partenaires oubliés. Il s'est associé dès les premiers mois de son mandat avec la Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie [DİSK – Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu] pour obtenir une réforme du système des impôts⁸⁶, et le CHP a proposé au Parlement une loi relative à la prime des fonctionnaires syndiqués⁸⁷. « Attirer les libéraux n'a pas suffi, Özgür Özel pense que les syndicats peuvent mobiliser plus d'électeurs », affirme désormais l'avocat précité proche du CHP⁸⁸.

L'ouverture à la société civile est facilitée par l'émergence au sein du parti de nouvelles figures plus connectées aux thématiques qui la traversent. Canan Kaftancıoğlu, incarnation de la tendance progressiste du CHP, en est un bon exemple. Tout au long des années 2010, cette militante des droits de l'homme a participé personnellement à des actions de terrain, se rendant au palais de Justice pour dénoncer l'emprisonnement arbitraire d'universitaires et de militants, ou dans une usine où des ouvrières sont menacées d'être licenciées pour avoir été syndiquées⁸⁹. Issu de la même génération, et dans un style différent, Abdurrahman Tutdere, député d'Adıyaman, a également privilégié le travail de terrain. Très actif dans la défense de l'industrie du tabac, activité phare de cette province, il y a ainsi gagné une certaine popularité. En mars 2024, il a pris la mairie d'Adıyaman à l'AKP ; s'il l'impute aussi à des erreurs de ses adversaires, Abdurrahman Tutdere voit cette victoire comme une reconnaissance de son travail de terrain⁹⁰. Le parti kémaliste, dans des registres variés, tient donc à renouer des liens avec différents segments de la société civile, ne voulant plus être perçu comme une simple force électorale. La conquête des grandes métropoles turques lui permet d'affiner cette stratégie, en élargissant sa marge de manœuvre.

84. A. E. Öztürk et H. Yavuz, *Kılıçdaroğlu and the New Republican People's Party in Turkey*, *op. cit.*, p. 5.

85. Entretien avec l'auteur (Istanbul, 12 janvier 2023).

86. H. Karaveli, « Can the New CHP Leader Revive Social Democracy in Turkey? », *The Turkey Analyst*, 25 janvier 2024, disponible sur : <https://turkeyanalyst.org>.

87. D. Kalkan, « CHP sendikalı memurlar için ikramiye teklifini Meclis'e sundu » [Le CHP soumet au Parlement une proposition de prime pour les fonctionnaires syndiqués], *Gazete Duvar*, 7 mars 2024, disponible sur : www.gazeteduvar.com.tr.

88. Texte envoyé à l'auteur (13 juin 2024).

89. U. Aydın et A. Bonzon, « Sans elle, Istanbul serait peut-être toujours aux mains d'Erdoğan », *op. cit.*

90. Mission de l'Ifri à Adıyaman, du 26 au 30 mai 2024.

La gestion des grandes villes

Depuis les élections municipales de 2019 et davantage encore celles de 2024, le CHP peut s'appuyer sur un solide ancrage municipal. Le parti contrôle 337 mairies de comté [*ilçe*] sur 519, et surtout 14 municipalités métropolitaines [*büyükşehir belediyesi*] sur 30. Parmi ces dernières, il dirige les cinq plus importantes, à savoir Istanbul (plus de 15 millions d'habitants), Ankara (plus de 5 millions), Izmir (plus de 4 millions), Bursa (plus de 3 millions) et Antalya (environ 2,5 millions), représentant à elles seules plus de 30 millions d'habitants – soit près d'un tiers de la population du pays. Les élections de 2024 ont aussi permis au CHP de renforcer son emprise sur les mairies locales : en effet, les municipalités métropolitaines sont divisées en mairies d'arrondissement, qui disposent d'un certain nombre de compétences. À Istanbul, le CHP en contrôle 26 sur 39 depuis les dernières élections (contre 14 auparavant), soit la majorité d'entre elles. Il en va de même à Ankara où le nombre de municipalités locales contrôlées par le CHP est passé de 5 à 16, sur un total de 25. Cette position très avantageuse dans les grandes métropoles du pays permet au parti d'en faire des vitrines de sa politique, tout en disposant de ressources locales non négligeables.

« Qui conquiert Istanbul conquiert la Turquie » : cette phrase régulièrement attribuée à Recep Tayyip Erdoğan (qui fut maire de la ville de 1994 à 1998) et reprise par Ekrem İmamoğlu lors de sa campagne⁹¹ illustre l'importance symbolique dont l'ancienne capitale ottomane est toujours créditée. Le symbole s'appuie sur des réalités matérielles : première métropole du pays et capitale économique, Istanbul a fait l'objet d'une politique de grands travaux par lesquels l'AKP entendait illustrer la grandeur de son projet pour la Turquie⁹². Désormais aux manettes, le CHP tâche de faire de la ville une vitrine de ses politiques, en s'adressant à des segments électoraux variés. Ekrem İmamoğlu a poursuivi, entre 2019 et 2024, une politique de développement des infrastructures ; les grands chantiers, à l'image du tramway longeant la Corne d'Or, sont recouverts d'affiches et de dessins représentant le maire d'Istanbul en ouvrier, travaillant à la modernisation de la ville. Ce bilan de constructeur et d'urbaniste est systématiquement mis en avant – alors qu'İmamoğlu peinait à obtenir des financements durant son premier mandat. Sa politique urbaine est aussi présentée comme plus soutenable que celle de l'AKP : son opposition au projet « Kanal İstanbul », qui prévoyait de doubler le Bosphore par un canal à l'ouest de la ville, aussi bien que sa volonté de développer les espaces verts, lui ont attiré la sympathie d'une partie des jeunes urbains attachés aux questions écologiques⁹³. En parallèle, le maire s'est adressé à l'électorat

91. « Ekrem İmamoğlu : İstanbul'u Kazanan, Türkiye'yi Kazanır » [Ekrem İmamoğlu : Qui conquiert Istanbul conquiert la Turquie], *TamgaTurk*, 15 août 2023, disponible sur : www.tamgaturk.com.

92. A. El Jabri, « Turquie : Istanbul, laboratoire de la politique de grands travaux d'Erdogan », RFI, 21 juin 2019, disponible sur : www.rfi.fr.

93. « İmamoğlu'ndan yeşil alan vurgusu » [L'accent mis par İmamoğlu sur les espaces verts], *Sözcü*, 4 juillet 2024.

nationaliste en dénonçant la présence de réfugiés syriens et l'emploi de la langue arabe à Istanbul⁹⁴.

Cette stratégie de communication a permis à Ekrem İmamoğlu de renforcer son socle électoral : il a emporté la majorité des mairies lors du scrutin municipal de 2024 et dispose d'une marge de manœuvre plus large pour faire d'Istanbul le tremplin de ses ambitions. Le maire d'Ankara, Mansur Yavaş, suit une politique similaire. Il a plus spécifiquement axé son mandat sur la lutte contre la corruption, faisant ouvrir plusieurs dizaines d'enquêtes⁹⁵. Parallèlement, durant la crise du coronavirus, il a mis en œuvre des programmes d'aide qui ont bénéficié aux populations les plus défavorisées, lui permettant de consolider son assise dans cet électorat⁹⁶. De même les politiques d'urbanisme privilégiant les espaces verts et les mobilités écologiques ont-elles séduit une frange plus gentrifiée de la population d'Ankara. Le prix de « World Mayor Capital » qui lui a été remis en 2021 par un *think tank* londonien a récompensé cette politique dynamique⁹⁷. Mansur Yavaş a d'ailleurs augmenté son score de près de dix points aux élections de 2024.

Au-delà de l'image et du prestige associés à la direction de ces métropoles, le contrôle des grandes villes assure au CHP un certain nombre de ressources. Les programmes sociaux et de redistribution des municipalités lui ouvrent notamment l'accès à un électorat populaire qui ne lui était pas d'emblée acquis. Si de nombreuses études ont été réalisées sur les politiques clientélistes de l'AKP⁹⁸, rien n'indique que le parti kémaliste ait davantage de scrupules dans ce domaine. Il est d'ailleurs régulièrement accusé de népotisme en particulier depuis sa victoire de 2024⁹⁹. « Lorsqu'un parti prend le pouvoir dans une ville, il change les équipes municipales ; à Istanbul, Ekrem İmamoğlu a embauché des milliers de fonctionnaires, notamment dans le domaine de la rénovation urbaine et des aménagements ; la plupart sont des membres du CHP ou de l'opposition », explique par exemple Ayşe Karakoç, chercheuse en sciences politiques et sympathisante

94. Cette stratégie du maire d'Istanbul a suscité des critiques à gauche, par exemple ici : « Mülteciler konusunda tehlikeli ortaklık ve rekabet » [Des points communs et une concurrence dangereuse au sujet des réfugiés], *Marksist*, 2 juillet 2019, disponible sur : <https://marksist.org>.

95. D. Minoui, « Mansur Yavas, l'homme qui fait trembler Recep Tayyip Erdogan », *Le Figaro*, 30 novembre 2020.

96. R. Çakır, « Un exemple d'une lutte positive contre l'épidémie : Mansur Yavaş, maire de la métropole d'Ankara, en Turquie », *Medyascope*, 11 avril 2020, disponible sur : <https://medyascope.tv>.

97. A. Akyüz, « Mansur Yavaş, le maire d'Ankara, récompensé du World Mayor Capital Award », *Le Petit Journal*, 16 septembre 2021, disponible sur : <https://lepetitjournal.com>.

98. C. A. Yıldırım, « Political Parties and Grassroots Clientelist Strategies in Urban Turkey: One Neighbourhood at a Time », *South European Society and Politics*, vol. 22, n° 4, 2017, p. 473-490 ; D. Arslantaş et Ş. Arslantaş, « Clientelism, Partisanship, and Ideology », *International Area Studies Review*, vol. 26, n° 3, 2023, p. 235-251 ; F. Ocaklı, « Political Entrepreneurs, Clientelism, and Civil Society: Supply-side Politics in Turkey », *Democratization*, vol. 23, n° 4, p. 723-746.

99. A. Şahin, « CHP'li belediyelerde 'kayırmacılık' tartışması : Parti yönetimi önlemleri sertleştirecek » [Débat sur le 'népotisme' dans les municipalités CHP : la direction du parti va durcir ses mesures], BBC Türkçe, 9 mai 2024, disponible sur : www.bbc.com.

du CHP¹⁰⁰. Les équipes municipales fournissent aussi au CHP un réservoir de futurs administrateurs, lui garantissant, s'il venait à prendre le pouvoir à l'échelle nationale, de disposer de profils compétents pour le servir dans la fonction publique et la gestion des territoires. L'expérience acquise dans certaines villes peut aussi permettre au CHP d'aider et d'appuyer de nouveaux élus locaux. C'est ainsi qu'Abdurrahman Tutdere, élu à Adıyaman, a fait appel pour le seconder à Ceyhan Kayhan, ancien maire adjoint de la municipalité de Karabağlar à Izmir. L'expérience acquise par ce dernier peut ainsi être transmise à la nouvelle équipe¹⁰¹. Enfin, la gestion de grandes métropoles permet au parti de nouer de nouveaux liens avec l'étranger, dans une stratégie d'ouverture à l'international.

La tentation de nouer des partenariats internationaux

Le positionnement du CHP par rapport à ses partenaires étrangers est assez paradoxal. Malgré son appartenance formelle à l'Internationale socialiste et au Parti socialiste européen, il n'a pas vraiment établi de partenariat avec ses homologues. Au contraire, son positionnement souverainiste en fait un parti plutôt sceptique sur le processus d'intégration européenne et les coopérations qui en découlent. Toutefois, à partir des années 2010, il a tâché de s'ouvrir de nouveau à l'étranger, mais bien pour souvent par des coopérations décentralisées, de mairie à mairie par exemple, davantage que par des alliances formelles.

Fondamentalement, le CHP se heurte toujours à deux difficultés dans ses relations avec d'autres partis politiques à l'étranger. En premier lieu, le logiciel kémaliste ne s'inscrit pas *a priori* dans une mouvance internationale déterminée, ce qui est le cas, par exemple, des partis islamistes ou communistes. Lorsqu'il s'est ouvert à des partenariats étrangers, le CHP s'est en outre tourné vers les mouvements socialistes, alors même que ses principes nationalistes et un héritage marqué par l'autoritarisme le distinguaient nettement de la plupart de ceux-ci. Et de fait, les liens sont longtemps restés de l'ordre du formel. C'est le cas par exemple de la présence du CHP dans l'Internationale socialiste. Effective en 1976, elle avait vocation, comme on a l'a vu, à entériner le tournant « social-démocrate » du parti. Toutefois, il est frappant de constater qu'aujourd'hui encore, c'est un point généralement ignoré des militants du CHP, et très peu évoqué par ses cadres. De façon plus générale, le parti ne communique guère sur cette appartenance – et sa présence y a parfois été remise en cause. En 2007, le Conseil de l'Internationale socialiste a ainsi ouvert une procédure de contrôle à l'encontre du CHP, accusé de s'opposer aux principes démocratiques¹⁰².

100. Entretien avec l'auteur (Istanbul, 29 octobre 2023).

101. Mission de l'Ifri à Adıyaman, du 26 au 30 mai 2024.

102. M. Copin, « Le CHP "dans le collimateur" de l'Internationale Socialiste... », *OVIPO*, 20 juillet 2007, disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org>.

Si celle-ci n'a pas abouti, elle a renforcé la méfiance du parti à l'égard de ces partenaires étrangers. Il n'est pas rare, en Turquie, d'entendre dire au sein des cercles kémalistes que les sociaux-démocrates européens auraient, par ce genre de manœuvre, fait le jeu de Recep Tayyip Erdoğan. Par ailleurs, au sein des tendances les plus nationalistes de l'opposition, l'idée s'est développée que les alliances transnationales entre partis sur base idéologique – un peu sur le modèle de l'AKP et des partis islamo-conservateurs arabes – nuiraient aux intérêts de la Turquie¹⁰³.

Le CHP n'est donc pas spontanément enclin à tendre la main à des partis politiques étrangers. Néanmoins, à mesure qu'il voyait se profiler la perspective d'une victoire électorale, le mouvement kémaliste a tâché de consolider, ou de renouer, des liens à l'international, avec un double objectif : crédibiliser le parti sur la scène intérieure, car la politique étrangère a longtemps été vue comme un élément de succès de Recep Tayyip Erdoğan, tandis que l'opposition paraissait moins bien maîtriser ce domaine ; et s'assurer le soutien de partenaires extérieurs en cas d'accession au pouvoir¹⁰⁴. Le CHP semble aujourd'hui, souhaiter davantage de coopération avec les partis sociaux-démocrates européens, particulièrement depuis l'élection d'Özgür Özel. Les rencontres de ce dernier avec ses partenaires de l'Internationale socialiste et avec les mouvements sociaux-démocrates représentés au Parlement européen peuvent être interprétés comme une volonté d'inscrire le CHP dans une logique « sociale-démocrate globale¹⁰⁵ » ; Selin Sayek Böke, qui était pressentie en 2023 pour devenir ministre des Affaires étrangères en cas de victoire des kémalistes, est chargée d'assurer la coordination avec ces partis de la gauche européenne¹⁰⁶. Cette nouvelle approche trouve cependant, comme toujours, sa limite dans la tradition souverainiste du CHP, dont la rhétorique reste très centrée sur les intérêts nationaux turcs. Et s'il existe en théorie un site internet consacré à l'action du CHP auprès de l'UE, celui-ci était, à la date du 12 juillet 2024, toujours en construction, avec simple message « *çok yakında*¹⁰⁷ » [très bientôt]...

C'est ici toutefois que les élus locaux peuvent faire preuve d'initiative et nouer de nouveaux types de relation, sans passer par le cadre institutionnel classique. Quelques mois à peine après son élection à la mairie d'Istanbul en 2019, Ekrem İmamoğlu s'est ainsi rendu à Paris pour y rencontrer son homologue Anne Hidalgo et discuter l'idée d'un pacte d'amitié et de

103. A. Coşkun et S. Üzgen, « Political Change and Turkey's Foreign Policy », Carnegie Endowment for International Peace, 14 novembre 2022, disponible en PDF sur : <https://carnegie-production-assets.s3.amazonaws.com>.

104. Entretien avec un conseiller économique de Kemal Kılıçdaroğlu (Ankara, 3 novembre 2022).

105. K. Gücüm, « Uluslararasılaşan CHP » [Un CHP qui s'internationalise], *Teori*, juillet 2024, disponible sur : <https://teoridergisi.com>.

106. S. G. Yücel, « CHP'li Selin Sayek Böke : 'Türkiye'nin birinci partisi olarak sorumluluklarımızın farkındayız' » [Selin Sayek Böke du CHP : 'Nous sommes conscients de nos responsabilités, en tant que premier parti de Turquie'], *Medyascope*, 18 avril 2024, disponible sur : <https://medyascope.tv>.

107. CHP Avrupa Birliği Temsilciliği [Représentation du CHP auprès de l'Union européenne], disponible sur : <http://chp-avrupabirligi.org>.

coopération entre les deux métropoles¹⁰⁸. Aucune initiative de cette ampleur n'avait été prise depuis dix ans. Les sujets évoqués (transports, environnement, démocratie, droits des femmes...), au moins autant politiques que techniques, marquent cette volonté de créer des liens idéologiques de long terme. Si le soutien qu'Ekrem İmamoğlu a apporté par la suite à Anne Hidalgo lorsqu'elle s'est présentée à l'élection présidentielle française de 2022¹⁰⁹ peut être vu comme une prise de risque – la candidate n'a fait que 1,7 % au premier tour –, on peut aussi l'interpréter comme une volonté de faire durer le partenariat sur le long terme. Ekrem İmamoğlu s'est d'ailleurs rendu de nouveau à Paris après les municipales de 2024, au mois de mai, insistant lors de cette visite sur les valeurs démocratiques unissant les deux administrations¹¹⁰, puis à nouveau au mois d'août, accompagné cette fois-ci d'Özgür Özel et de Mansur Yavaş. Cette dernière visite s'inscrivant dans le cadre des Jeux olympiques d'été de Paris, il a réitéré son souhait, exprimé dès 2021, de faire candidater Istanbul aux Olympiades de 2036 : non sans lyrisme, il s'est dit inspiré par les anneaux olympiques présents sur la Tour Eiffel et désireux de les voir orner le pont du Bosphore « qui relie l'Europe à l'Asie¹¹¹ ». De telles initiatives, qui relèvent largement d'une forme de communication dynamique, n'entrent pas dans une stratégie organisée de partenariat à l'échelle du parti, mais elles peuvent inspirer d'autres élus. Abdurrahman Tutdere, déjà cité, qui souhaitait nouer un partenariat entre Adıyaman et Istanbul, n'a pas obtenu de réponse positive ; mais l'exemple d'Ekrem İmamoğlu le conduit à s'interroger sur la possibilité d'établir des coopérations avec des villes étrangères¹¹².

Le CHP dispose donc d'atouts certains pour se positionner en force politique majeure dans les années à venir. L'évolution des nouvelles générations turques, plus sécularisées, sa capacité à tisser des liens avec la société civile, le contrôle des grandes métropoles du pays et l'établissement de liens avec des partenaires internationaux sont autant d'éléments qui, à terme, devraient le renforcer. Pour autant, l'avenir électoral du parti ne semble pas si fermement assuré. Il est en effet toujours fragile et doit absolument régler un certain nombre de problèmes qui mettent en péril sa cohésion et sa crédibilité.

108. « Anne Hidalgo accueille M. Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul », communiqué de presse de la ville de Paris, 2 octobre 2019, disponible en PDF sur : <https://cdn.paris.fr>.

109. « İmamoğlu Supports Paris Mayor in French Presidential Race », *Duvar English*, 20 septembre 2021, disponible sur : www.duvarenglish.com.

110. « Ekrem İmamoğlu Paris Belediye Başkanı Hidalgo'yu ziyaret etti » [Ekrem İmamoğlu a rendu visite à la mairesse de Paris Hidalgo], *Son Haber Burda*, 4 mai 2024, disponible sur : <https://sonhaberburda.com>.

111. « Ekrem İmamoğlu Paris'teki 'İstanbul Evi' Açılışında Konuştu » [Ekrem İmamoğlu s'est exprimé lors de l'ouverture de la 'maison d'Istanbul' à Paris], *İstanbul Büyükşehir Belediyesi*, 8 août 2024, disponible sur : <https://frd.ibb.istanbul>.

112. Mission de l'Ifri à Adıyaman, du 26 au 30 mai 2024.

Des défis toujours nombreux

Si la renaissance du CHP s'est traduite par des succès aux municipales de 2019 et de 2024, le parti n'a pas encore été capable de remporter une élection nationale. Le scrutin de 2023 s'est conclu par un double échec particulièrement cuisant : non seulement Kemal Kılıçdaroğlu, malgré le soutien de toutes les forces d'opposition, a été battu à l'élection présidentielle avec un score inférieur à celui qui était anticipé, mais surtout, la coalition du CHP et de ses alliés n'a pas pu s'assurer de la majorité à l'Assemblée nationale. Ce revers témoigne de difficultés toujours présentes. Les prochaines élections générales étant prévues pour 2028, le CHP dispose de plusieurs années pour relever trois défis : il lui faut, tout d'abord, clarifier sa ligne idéologique ; il doit ensuite envisager une stratégie d'alliance ne dénaturant pas son message ; il lui faut enfin réformer son mode de fonctionnement pour le rendre moins vertical et plus proche du terrain. Si le CHP parvient à avancer sur ces questions compliquées, il pourra alors relever le quatrième et dernier défi : désigner une équipe et un candidat qui le mèneront à la victoire.

Une difficile sortie du flou idéologique

Tout comme la Turquie a pu être qualifiée « d'État-Janus¹¹³ », un pays à deux visages, tiraillé entre sa quête d'identité occidentale et son vieil héritage ottoman et anatolien, le CHP peut donner l'impression d'être un « parti-Janus », avec ses deux faces identitaires presque antagonistes. D'un côté, un parti progressiste et libéral, ouvert à la mondialisation, sensibilisé aux questions de discrimination et de droits des minorités : c'est le CHP que les Européens rencontrent le plus, celui dont les représentants, anglophones, mobiles, urbains, s'ouvrent aisément aux observateurs étrangers ; le CHP de la jeunesse diplômée et des élites progressistes des grands centres urbains. Mais cohabite dans la même structure un parti bien plus rétif au changement, ancré dans une tradition plus nationaliste et autoritaire. Ce CHP a les faveurs de l'armée, des fonctionnaires traditionnellement attachés au kémalisme, mais aussi de toute une jeunesse qui, pour être éduquée et ouverte sur l'Europe, n'en reste pas solidement souverainiste, voire adepte d'un nationalisme d'exclusion, hostile à l'expression des minorités ou à l'immigration venue du Sud.

Cette double identité n'est pas une spécificité du CHP : elle a pu exister en Turquie chez d'autres mouvements politiques, comme l'AKP ou le parti pro-Kurde HDP. On est même fondé à considérer qu'elle représente un atout

113. T. Jossieran, *La Nouvelle puissance turque : l'adieu à Mustapha Kemal*, Paris, Ellipses, 2010.

en campagne électorale, permettant d'agréger plusieurs segments différents de l'électorat. Elle fait cependant courir au CHP le risque de devenir un « parti attrape-tout », attirant des électeurs très différents essentiellement unis par leur hostilité à Recep Tayyip Erdoğan. Cette évolution présenterait deux handicaps. Premièrement, dans l'écosystème politique turc, tous les partis se définissent sur une ligne idéologique marquée et survivent à long terme en tenant cette ligne¹¹⁴. Ensuite, si l'on se fie à la Constitution actuelle, et aux discours d'Erdoğan lui-même, celui-ci devrait quitter le pouvoir en 2028. La fin d'un régime hyper-personnifié pourrait alors fragiliser un parti d'opposition uniquement organisé pour combattre cette figure clivante et qui ne proposerait pas de ligne idéologique alternative. Le risque est alors celui d'une dislocation du mouvement en lignes qui, de différentes, deviendraient inconciliables. Il est donc essentiel pour le CHP de connaître le liant, les éléments idéologiques capables de le structurer, de maintenir sa cohésion et de proposer une offre claire à l'électorat.

Sur le fond, la principale interrogation est de savoir si le CHP peut rester un parti de premier plan en conservant les vieux principes kémalistes – laïcisme, nationalisme, centralisme autoritaire – ou s'il a besoin de les moderniser et de les libéraliser. On l'a compris, sous les mandats de Kemal Kılıçdaroğlu, c'est la deuxième option qui a été choisie. Le CHP a notamment cherché à rassurer l'électorat pieux et conservateur ; le droit des jeunes filles à étudier avec le voile, par exemple, avait été un des chevaux de bataille de l'AKP, et le changement qu'il a imposé sur ce point est perçu comme positif par cet électorat¹¹⁵. Le CHP a admis cette évolution et a tenu à montrer son ouverture en la matière, par exemple en présentant de plus en plus de candidates voilées aux élections législatives. Dans un autre registre, Ekrem İmamoğlu, lors de sa campagne pour la conquête d'Istanbul, a ostensiblement renvoyé l'image d'un homme pieux, respectueux des traditions et des croyants. Le CHP s'est également efforcé de décrier son discours nationaliste traditionnel, ce qui s'est surtout traduit par une forme d'ouverture sur la question kurde. Si le parti est toujours hostile à toute autonomie politique, il a discrètement plaidé pour la libération de détenus politiques pro-Kurdes. Ainsi le CHP, s'éloignant de la vieille orthodoxie kémaliste, espérait-il rassurer à la fois la frange conservatrice de la société et les minorités.

Toutefois, la question de l'efficacité de cette stratégie a été clairement posée par le résultat décevant des élections législatives. Dès 2018, les concessions faites aux conservateurs ont fait l'objet de critiques, en particulier parmi les jeunes militants du CHP¹¹⁶. L'échec de 2023 a fragilisé davantage encore cette stratégie. Certes, elle a permis à Kemal Kılıçdaroğlu,

114. L'AKP des années 2000 peut ici paraître une exception à la règle, car il a réuni lors des premières élections un agrégat d'électeurs très divers, des libéraux aux islamistes ; toutefois, même à cette époque, le parti assumait son identité conservatrice, qui lui attirait le gros de son électorat.

115. A. Andlauer, *La Turquie d'Erdoğan*, op.cit., p. 47-48.

116. L. Gültekin, *Yaklaşan kasırga*, op. cit., p. 184-186.

en l'absence de candidat pro-Kurde à l'élection présidentielle, de recueillir une large majorité des voix dans les provinces kurdes de l'Est, en revanche, il semble que l'on observe aussi un recul du vote pour le CHP dans les régions traditionnellement kémalistes. À Edirne, İzmir, Kırklareli et Muğla, les quatre seules provinces où le CHP avait dépassé 40 % aux législatives de 2018, et qui lui sont *a priori* les plus acquises, on a constaté un net recul du parti lors de l'élection présidentielle de 2023¹¹⁷. Cette désaffection relative de l'électorat se percevant comme kémaliste est aussi présente dans les échanges avec les militants et sympathisants, notamment jeunes, du CHP et cible souvent la figure de Kemal Kılıçdaroğlu. En octobre 2022, la proposition de ce dernier d'offrir des garanties relatives à la liberté de porter le voile a été plutôt fraîchement accueillie : beaucoup d'électeurs et de cadres du CHP ont considéré qu'il s'agissait d'une maladresse profitant surtout au président Erdoğan¹¹⁸. En réalité, dans un contexte où les nouvelles générations se sécularisent rapidement, où le nationalisme reste toujours influent (à l'été 2023, 58,8 % des électeurs du CHP désignaient l'immigration illégale comme la principale menace pesant sur le pays), trop s'éloigner du discours traditionnel kémaliste pourrait pénaliser le parti.

La critique de l'orientation plus libérale-conservatrice s'exprime depuis longtemps en interne : dès 2014, 42 anciens ministres et députés du parti avaient écrit une lettre pour protester contre cette approche, et notamment contre le soutien de Kemal Kılıçdaroğlu à la liberté de porter le voile¹¹⁹. L'accent mis par Ekrem İmamoğlu sur sa piété suscite également des critiques¹²⁰. Celles-ci peuvent être résumées par une petite phrase humoristique que l'aile laïciste du parti aime à citer : « Si la religiosité apportait des voix, Necmettin Erbakan [chef historique de l'islamisme turc] aurait été padişah ! » Autrement dit, alors même que l'AKP était arrivé au pouvoir en insistant sur son respect formel de la laïcité, le CHP n'aurait rien à gagner à se donner une image de parti religieux¹²¹.

L'équilibre à trouver entre une ligne idéologique attachée aux vieux principes du parti, peut-être plus en phase avec la jeunesse turque, et les concessions pour rassurer l'électorat conservateur et les minorités, qui représentent toujours une frange importante de la population, est donc l'une des principales difficultés à résoudre pour le CHP dans les années à venir.

117. M.-V. Robert, « Élections en Turquie : d'Erdoğan à Erdoğan », Fondation Jean Jaurès, 24 mai 2023, disponible sur : www.jean-jaures.org.

118. « Kemal Kılıçdaroğlu başörtüsü çıkışının nedenlerini açıkladı : 'Oy hesabı yapmadım, teklif sadece başörtüsü ile ilgili değil' » [Kemal Kılıçdaroğlu a expliqué les raisons de son intervention sur le foulard : 'Je n'ai pas fait un calcul pour les votes, la proposition ne concerne pas seulement le foulard'], *Cumhuriyet*, 6 octobre 2022 ; CNN Türk, « İnce'den Kılıçdaroğlu'na 'başörtüsü' eleştirisi : 'Erdoğan'ın ekmeğine yağ sürme! » [Critique d'İnce à Kılıçdaroğlu sur le 'foulard' : 'Ne beurre pas le pain d'Erdoğan !'], Youtube, 7 octobre 2022, disponible sur : www.youtube.com.

119. F. Bilâ, *CHP'de sağ sapma*, op. cit., p. 67-68.

120. L. Gültekin, *Yaklaşan kasırga*, op. cit., p. 202-203.

121. *Ibid.*, p. 213-215.

Le dilemme récurrent des alliances

La question des alliances prolonge celle de la ligne idéologique. À partir de 2014 et jusqu'aux élections de 2023, le CHP a suivi une stratégie consistant à agréger les mouvements qui s'opposaient au pouvoir de plus en plus personnel de Recep Tayyip Erdoğan, sur la simple hostilité commune à ce césarisme. Dans la logique d'assouplissement de sa ligne programmatique, le CHP n'a ainsi pas hésité à s'allier à des partis aux fondamentaux très éloignés des siens. Son alliance avec les nationalistes séculiers du İYİ obéit à une certaine logique : en effet, si ce dernier se focalise moins sur les questions sociales, et surtout si sa ligne est plus dure sur la question kurde, il n'existe cependant guère de différence entre son fond idéologique et celui qui prévaut au sein du courant kémaliste orthodoxe du CHP. Il partage aussi avec ce dernier le trait de l'opposition constante et résolue au président Erdoğan et à son régime ultra-présidentiel. Plus étonnante est en revanche l'alliance qui a été nouée avec le Parti du futur [Gelecek Partisi] et le Parti de la démocratie et du progrès [DEVA – Demokrasi ve Atılım Partisi], respectivement fondés par Ahmet Davutoğlu et Ali Babacan, anciens ministres conservateurs issus de l'AKP. Sans compter qu'à ce cartel électoral s'est ajouté le Parti de la félicité [Saadet Partisi], héritier de l'islamisme turc traditionnel... Pour compléter le tout, le CHP a obtenu un soutien informel du parti pro-Kurde HDP à l'élection municipale de juin 2019; puis en 2023 un soutien officiel du YSP pro-Kurdes à la candidature présidentielle de Kemal Kılıçdaroğlu.

L'efficacité de ce vaste modèle de coalitions et d'alliances doit être nuancée. D'une part, elle n'a pas permis à l'opposition de l'emporter en 2023 – alors que le CHP, en faisant cavalier seul, a obtenu un score plus important aux municipales de 2024. Et il n'a jamais été possible de rassembler vraiment nationalistes, conservateurs, kémalistes et forces pro-Kurdes dans un même ensemble. Pour avoir négocié, dans l'entre-deux tours de 2023, le soutien du très nationaliste Parti de la victoire [Zafer Partisi] Kemal Kılıçdaroğlu a été durement critiqué par le YSP¹²². Des échanges avec des cadres du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples [Dem – Halkların Eşitlik ve Demokrasi Partisi], héritier du HDP et du YSP, à Diyarbakır, en mars 2024, laissaient transparaître une certaine amertume à l'égard du CHP, accusé de trop regarder vers la frange nationaliste de son électorat¹²³. En parallèle, les tensions avec le İYİ se sont également accentuées tout au long de la campagne du printemps 2023, et à l'automne suivant, le parti nationaliste a quitté la coalition électorale, refusant toute nouvelle alliance avec le CHP.

122. « YSP milletvekilinden Kılıçdaroğlu'na çok sert Ümit Özdağ tepkisi » [Réaction très dure d'un député du YSP à Kılıçdaroğlu et Ümit Özdağ], *Yeniçağ*, 2 septembre 2023, disponible sur : www.yenicaggazetesi.com.tr.

123. Entretiens menés par l'auteur (25-30 mars 2024).

Ce peut être pour ce dernier l'occasion de faire un retour critique sur les réussites et échecs de sa stratégie d'alliance. La coalition électorale de 2023 reposait sur un principe que le député du İYİ Yavuz Ağırlioğlu¹²⁴ et celui du CHP Gürsel Tekin¹²⁵ résumaient d'une formule simple : « *adam gitsin !* » [que le type parte !] En d'autres termes, la fin du régime présidentiel de Recep Tayyip Erdoğan était le coalisant de cette alliance. Encore une fois, la perspective d'élections générales où il serait absent, en 2028, change la donne. Dans ce contexte, le CHP ne semble pas pouvoir réitérer l'exploit d'une coalition très large et devra faire un choix. On peut dès lors envisager trois options.

Une alliance avec un ou plusieurs mouvements nationalistes séculiers est envisageable. Elle jouerait sur des tendances répandues dans la société et solidifierait une base de soutien cohérente. En revanche, elle pourrait aliéner au parti le vote kurde, qu'il avait réussi à conquérir aux élections de 2023. Par ailleurs, l'avenir des partis en question est difficile à envisager au lendemain des municipales de 2024, qui ont porté un coup dur au İYİ. Celui-ci semble marginalisé et aucun parti nationaliste d'opposition ne semble pour l'instant en mesure de reprendre le flambeau.

Une alliance avec la mouvance pro-Kurde ouvrirait un changement radical de perspective. Elle acterait une rupture avec le conservatisme kémaliste et permettrait une grande reconfiguration animée par une vision progressiste et libérale. Des petits partis ouverts sur la question kurde, comme le DEVA, pourraient y être associés. Cette option paraît cependant difficile à concrétiser pour le moment du fait des divergences de fond entre le CHP et les mouvements kurdes, et plus généralement de l'absence de plan de paix avec le mouvement kurde combattant.

On peut enfin envisager une situation où le CHP ferait cavalier seul, estimant pouvoir se passer d'allié. Cette hypothèse *a priori* contre-intuitive est rendue plus plausible par le résultat des municipales de 2024, où le parti a obtenu un score particulièrement haut sans avoir aucun partenaire significatif. Dans une logique de scrutin proportionnel à un tour, où les petits partis ont du mal à s'imposer¹²⁶, le CHP peut espérer un phénomène de « vote utile » en sa faveur ; et, pour l'élection présidentielle, à deux tours, il a des chances sérieuses de rester au second tour et d'y obtenir le soutien des autres forces de l'opposition. Cette dernière option inverserait la tendance observée en Turquie depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP : pendant longtemps ce dernier a dominé seul – jusqu'au ralliement du MHP – une opposition divisée ; mais face à un CHP renforcé, il pourrait être à son tour obligé de recourir à d'autres alliances pour éviter un revers trop sévère.

124. Entretien avec l'auteur (Ankara, 22 juin 2022) ; à noter que Yavuz Ağırlioğlu a démissionné du İYİ fin mars 2023, en signe de protestation envers les discussions avec le HDP.

125. Entretien avec l'auteur (Istanbul, 24 avril 2023).

126. Pour être représenté au Parlement, un parti doit dépasser les 7 % à l'échelle nationale.

Un modèle de fonctionnement à repenser

Quelles que soient les options idéologiques et stratégiques privilégiées par le CHP, la manière dont les décisions seront prises a aussi son importance. On touche ici à l'une des grandes faiblesses du parti : la difficulté à écouter sa base. Le cas de la candidature de Kemal Kılıçdaroğlu à l'élection présidentielle en est un exemple tout à fait représentatif. Si le vieux leader du CHP était respecté pour sa capacité à fédérer les partis d'opposition, sa candidature n'était pas désirée par l'opinion publique. La majorité des sondages réalisés avant le mois de mars 2023 (où sa candidature a été officialisée) lui prédisaient des scores bien inférieurs à ceux qu'aurait réalisés Ekrem İmamoğlu ou Mansur Yavaş¹²⁷. Malgré cela, après de longs mois de discussions dont les détails n'ont pas été révélés, c'est finalement bien Kemal Kılıçdaroğlu qui a été choisi comme candidat par la coalition de l'opposition le 2 mars 2023. Ce choix démontrait non seulement l'absence d'écoute des militants, mais aussi une incapacité du CHP à entendre ses partenaires : en effet, en réaction à cette décision, Meral Akşener, la dirigeante du İYİ, a laissé éclater sa colère et brièvement quitté l'alliance, laissant entendre que ses demandes n'avaient pas été prises en compte¹²⁸.

La réaction du patron et candidat du CHP après son échec à l'élection présidentielle est encore plus éclairante : refusant de démissionner malgré les nombreux appels venus de la société civile et des sympathisants du parti, il s'est présenté au Congrès tenu à l'automne suivant pour être reconduit et ce n'est qu'à la suite de la victoire de son concurrent Özgür Özel qu'il a quitté la direction du parti¹²⁹. Cette culture de fonctionnement très verticale n'est, une fois encore, pas spécifique au CHP. Les partis politiques turcs sont la plupart du temps issus de mouvements centrés sur et menés par un chef charismatique, qui verrouille soigneusement le système. Mais si cette façon de faire peut être tolérée par les militants tant qu'elle permet d'enchaîner les victoires – à l'image de l'AKP sous la houlette de Recep Tayyip Erdoğan –, elle peut aussi conduire à leur désaffection lorsque s'accumulent les défaites.

127. À titre d'exemple, un sondage Metropoll de novembre 2022 donnait Mansur Yavaş et Ekrem İmamoğlu gagnants face à Recep Tayyip Erdoğan, avec respectivement 46,4 % (contre 39,7 %) et 42,9 % (contre 42 %) ; seul Kemal Kılıçdaroğlu était donné perdant, avec 39,4 % (contre 44,5 %) (chiffres disponible sur : <https://web.archive.org>). Peu auparavant, une enquête de l'institut Yöneylem donnait les trois hommes gagnants, mais là où Kemal Kılıçdaroğlu n'obtenait que 43,6 %, Ekrem İmamoğlu se voyait crédité de 47,9 % et Mansur Yavaş de 56,3 %. Voir T. Şahin, « Erdoğan, Kılıçdaroğlu, Mansur Yavaş ve İmamoğlu... Seçim anketleri hız kesmiyor! Bu sonuçlar çok konuşulur » [Erdoğan, Kılıçdaroğlu, Mansur Yavaş ve İmamoğlu... Les sondages électoraux ne s'arrêtent pas ! Ces résultats font beaucoup parler d'eux], *MyNet*, 3 novembre 2022, disponible sur : www.mynet.com. Kemal Kılıçdaroğlu perdant, avec 39,4 %, face à Recep Tayyip Erdoğan (44,5 %),

128. A. Denizeau, « Les coalitions politiques en Turquie à la veille des élections de 2023 », *op. cit.*

129. A. Andlauer, « Turquie : Özgür Özel prend les rênes du CHP (opposition) », RFI, 5 novembre 2023, disponible sur : www.rfi.fr.

À l'échelle locale aussi, le CHP a pu pâtir de cette structure de direction très verticale. Le cas de sa contre-performance à Izmir pour les municipales de 2024 en est un bon exemple. La victoire confirmée du parti à Istanbul et Ankara, ainsi que sa performance à l'échelle nationale, a éclipsé le fait qu'il n'ait obtenu « que » 49 % dans cette ville où ses scores sont habituellement bien plus élevés¹³⁰. Tunç Soyer, maire de 2019 à 2024, souhaitait y être candidat à sa réélection, mais la nouvelle direction du CHP lui a refusé l'investiture au motif – d'après plusieurs sources proches du parti et d'après l'intéressé lui-même – qu'il aurait été trop proche de Kemal Kılıçdaroğlu¹³¹. Le maire de Karşıyaka (un des districts centraux de la ville), Cemil Tugay a été investi à sa place, choix qui a mécontenté une partie des militants et des électeurs, qui y voyaient une décision politicienne ne prenant pas en compte les réalités locales ; le recul inédit du CHP lors du scrutin sanctionnerait ce hiatus. Le parti pourrait donc être pénalisé par un manque d'écoute des attentes locales. Et si Kemal Kılıçdaroğlu était crédité d'avoir fait émerger des candidatures locales nouvelles en vue de reconquérir le terrain tenu par l'AKP¹³², l'incident d'Izmir jette un doute sur la capacité de la nouvelle équipe menée par Özgür Özel à maintenir cette ambition.

130. Par exemple, le CHP y a obtenu 58 % aux municipales de 2019 ; au second tour de l'élection présidentielle de 2023, Kemal Kılıçdaroğlu y a réalisé 67,1 %.

131. « İzmir için aday gösterilmeyen Tunç Soyer'den ilk açıklama » [Première explication de Tunç Soyer qui n'a pas été choisi comme candidat pour Izmir], *Kısa Dalga*, 25 mars 2024, disponible sur : <https://kisadalga.net>.

132. F. Bilâ, *CHP'de sağ sapma*, op. cit., p. 90-91.

Conclusion : vers quel futur, avec quelle équipe et quel candidat ?

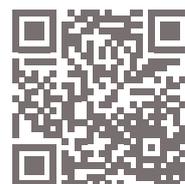
Les prochaines élections générales en Turquie sont programmées à l'horizon 2028 – à moins que le président Erdoğan ne parvienne pas au terme de son mandat, ou qu'il dissolve l'Assemblée nationale avant cette date. Cela laisse au CHP un délai convenable pour surmonter les défis qui viennent d'être évoqués. En parvenant à s'imposer comme la principale alternative politique des prochaines années, après plusieurs décennies moribondes, le parti semble, à l'instar du phœnix, renaître de ses cendres. S'il parvient à clarifier sa ligne idéologique, à régler la question des alliances et à réformer sa structure de direction trop rigide, il sera en effet très bien positionné pour les prochaines échéances électorales. Les choix stratégiques qui auront été faits sur ces différents points détermineront probablement la nature de l'équipe de campagne et le choix du candidat à l'élection présidentielle. Il n'est pour l'instant possible que de dresser quelques hypothèses à ce sujet.

Les élections municipales de 2024 ont révélé deux grands gagnants au sein du CHP : Özgür Özel, le *genel başkan* du parti, et Ekrem İmamoğlu, le maire d'Istanbul. Le premier peut s'enorgueillir d'avoir mené le CHP à sa victoire la plus importante depuis les années 1970, effaçant en partie le douloureux revers de 2023. Le second a confirmé son statut de champion électoral, en distançant de plus de dix points son principal adversaire dans la ville réputée comme l'antichambre de toute carrière nationale. La nature des relations entre les deux hommes fait l'objet de bruits contradictoires, mais tous deux paraissent appelés à jouer un rôle dans la reconquête du pouvoir. Là où Özgür Özel est surtout identifié comme chef de parti et organisateur de campagne, Ekrem İmamoğlu s'est imposé comme une figure charismatique capable de séduire des électors variés. Ainsi se dessine une possible division des rôles dans les combats politiques à venir. Özgür Özel pourrait œuvrer pour l'unité du parti, déterminer sa stratégie et ses rapports avec les autres forces d'opposition, et le préparer notamment pour les législatives ; Ekrem İmamoğlu, de son côté, pourrait faire de la mairie d'Istanbul un tremplin pour concourir à l'élection présidentielle.

Un temps pressenti pour être candidat aux instances suprêmes, le maire d'Ankara, Mansur Yavaş, très populaire, est réputé réticent à tout engagement au niveau national. Le duo Özel-İmamoğlu semble donc bénéficier d'un terrain dégagé pour engager les prochaines batailles. Mais la vie politique turque évolue très vite et des surprises ne sont pas à exclure.

L'image du phœnix renaissant peut séduire, mais on peut s'empêcher d'évoquer en parallèle la chimère. Au sens figuré, bien sûr, comme illusion plaisante mais irréalisable – ce dont les élections de 2023 ont donné un cinglant aperçu. Mais aussi par la nature de cette créature mythologique : la chimère est un curieux assemblage de morceaux d'animaux hétéroclite, lui donnant son apparence incongrue, tout comme peut l'être un parti construit sur des segments idéologiques divers et parfois contradictoires. Les divisions existent bien au CHP, et le fragilisent. La rupture récente entre Ekrem İmamoğlu et Canan Kaftancıoğlu, qui incarne l'aile gauche du parti, laisse ainsi penser que le maire d'Istanbul peut susciter des oppositions internes. Un certain nombre de cadres et de militants lui reprochent déjà des tendances autoritaires ou un manque de constance idéologique¹³³, et l'émergence d'une jeune garde du CHP assoiffée de renouvellement n'est pas à exclure. Le flou demeure aussi sur l'attitude qu'adoptera Kemal Kılıçdaroğlu, qui s'est pour l'instant retiré des affaires politiques, mais conserve des fidèles dans le parti. Enfin, l'hypothèse d'une synergie entre Özgür Özel et Ekrem İmamoğlu suppose qu'aucune crise grave ne vienne opposer les deux hommes. La cohésion du CHP a toujours été fragile, du fait de sa longue histoire et de la complexité des tendances politiques qui s'y retrouvent. Nul doute que Recep Tayyip Erdoğan et ses partisans sauront exploiter les failles du CHP dès qu'elles seront visibles, n'attendant qu'une occasion pour transformer la renaissance du phœnix en illusion chimérique.

133. Mission de l'Ifri à Adıyaman, du 26 au 30 mai 2024.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org